



Cahier des indicateurs de durabilité

2023

Préface

Pour rendre compte de ses impacts, risques et opportunités en toute transparence, le groupe Caisse des Dépôts rend compte annuellement sur de multiples indicateurs de durabilité couvrant l'ensemble de ses activités sur les trois dimensions Environnement, Social et Gouvernance. Pour inscrire ses ambitions dans des engagements concrets, plusieurs de ses indicateurs font l'objet de cibles chiffrées dont le Groupe s'attache à suivre l'atteinte dans le temps.

Outil de suivi et d'amélioration de la performance, le reporting de durabilité du groupe Caisse des Dépôts s'organise autour de deux axes :

- **La maîtrise des risques extra-financiers** : pour assurer la maîtrise de ses risques selon une approche de double matérialité, le Groupe a élaboré une cartographie de ses risques extra-financiers. En particulier, 12 risques ont été identifiés comme majeurs et font l'objet d'un reporting au titre de la déclaration de performance extra-financière (DPEF), vérifiée par des organismes indépendants. Au titre de leurs impacts financiers, ces risques sont depuis 2022 pleinement intégrés dans la gestion globale des risques du Groupe.
- **La contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)** : pour piloter et accroître sa contribution aux politiques publiques, le Groupe a choisi depuis fin 2019 de se doter d'un plan d'action en faveur des ODD. Avec plus de 40 engagements chiffrés, le plan d'action ODD est depuis 2021 pleinement intégré au pilotage stratégique du Groupe.

Le reporting de durabilité intègre également les indicateurs de suivi de la **raison d'être** du Groupe, qui forme désormais le socle structurant du suivi des activités. Adoptée en 2022, cette raison d'être traduit le rôle du Groupe dans l'économie et ses engagements au service de l'intérêt général au travers de 14 engagements associés à une vingtaine d'indicateurs.

Périmètre

Le périmètre couvre l'Etablissement public, ainsi que toutes les filiales et participations stratégiques consolidées dont il est actionnaire de référence, ce qui inclut depuis 2021 le Groupe La Poste. D'un point de vue comptable, le périmètre porte à la fois sur la Section générale et sur le Fonds d'épargne. Du fait de la diversité du Groupe, certains indicateurs portant sur les activités ne sont pas pertinents pour toutes les entités du Groupe. Par souci de transparence, la liste des entités concernées au titre de 2023 est ainsi précisée dans une colonne dédiée.

Méthodologie

Les indicateurs financiers correspondent aux montants d'investissement engagés et/ou au volume de prêts signés sur la période, calculés en sommant les mobilisations de chaque entité financière, hormis pour les indicateurs taxonomiques calculés en suivant les règles de consolidation prudentielle. Les indicateurs extra-financiers sont calculés sans quote-part. Pour plus de précisions méthodologiques, voir l'annexe dédiée du rapport d'engagement sociétal.

Pour aller plus loin

- Rapport d'engagement sociétal
- Rapport Investissement responsable
- Page Raison d'être du site internet
- Rapports RSE et Investissement responsable des filiales et participations stratégiques

Légendes

-  **Indicateur de suivi de la raison d'être**
- Indicateur ayant fait l'objet d'une vérification externe dans le cadre de la déclaration de performance extra-financière (DPEF)**
-  **Cible intégrée au plan d'action Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) du Groupe**
-  **Thématique intégrée au plan ODD prioritaire Groupe (cible)**
-  **ODD significatif Groupe (vigilance)**

Abréviations pour le périmètre

CDC : Caisse des Dépôts ; EP : Etablissement public Caisse des Dépôts ; BPI : Bpifrance ; BdT : Banque des Territoires ; I BdT : Investissement de la Banque des Territoires, P -BdT : Prêts de la Banque des Territoires ; GDA : Gestions d'actifs ; DPS : direction des politiques sociales ; LP : Groupe La Poste ; LP SA : La Poste SA ; LBP : La Banque Postale ; ICDC : CDC Informatique ; CDCB : CDC Biodiversité ; CDCH : CDC Habitat ; SF : Société Forestière ; CNP : CNP Assurances ; SGG : secrétariat général du Groupe ; CDCROIS : CDC Croissance ; CDA : Compagnie des Alpes ; Tréso : Trésorerie de la CDC.

Acronymes

ODD : Objectifs de développement durable des Nations unies ; QPV : quartiers prioritaires de la politique de la ville ; ESS : économie sociale et solidaire ; FSC : Forest Stewardship Council (certification de gestion forestière durable) ; PEFC : Programme for the Endorsement of Forest Certification (certification de gestion forestière durable) ; PME : petites et moyennes entreprises ; MSA : means species abundance (mesure de la biodiversité) ; MCF : Mon Compte Formation ; RSE : responsabilité sociale des entreprises ; GES : gaz à effet de serre ; LCB-FT : lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; QVT : qualité de vie au travail ; RH : ressources humaines ; ESG : environnement, social et gouvernance, FR : Finance Responsable



Changement climatique

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Atténuation au Changement Climatique	Risques de transition sur les activités opérées et financées		Impacts négatifs dus aux émissions issues des activités opérées et financées	<ul style="list-style-type: none"> - Politique Climat et politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole & gaz, immobilier, transport) dont encadrement strict des activités fortement émissives, décarbonation des activités et des portefeuilles selon une trajectoire progressivement alignée vers une ambition 1,5°C, engagement actionnarial, financement en faveur de la transformation écologique... - Charte finance responsable - Intégration des risques climatiques (physiques et de transition) dans la gestion des risques du Groupe (cartographie d'exposition du bilan, cadre d'appétit au risque, stress tests) - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité dont l'un des 3 axes est la contribution à la transformation écologique 	E1
	Risques de non exécution stratégique des ambitions en matière de transformation écologique	Développement de produits et services en matière de transformation écologique	Contribution à la décarbonation des économies via les produits et services proposés		
Adaptation au changement climatique	Risques d'image et de réputation liés à la non tenue des engagements pris		Impacts négatifs des conséquences du changement climatique sur les activités	<ul style="list-style-type: none"> - Plans climat de la Banque des Territoires et de Bpifrance - Plan d'action "Sobriété" de la Caisse des Dépôts et plan de transition du fonctionnement interne - Stratégies de réduction des consommations d'énergie et stratégies d'approvisionnement en énergie renouvelable des entités - Plans de mobilité de la Caisse des dépôts et plan de mobilité déplacement des entités - Plan d'action adaptation du Groupe 	E1
	Risques physiques sur les activités opérées et financées	Développement de produits et services pour l'adaptation des territoires	Impacts positifs des solutions proposées		

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Contribuer à l'objectif national d'alignement 1,5°C								
Transverses	 * Montant annuel des financements en faveur de la transformation écologique (flux en milliards d'euros)	CDC [BdT-GDA-GPS]	6,4*	7,4	10,6	12,5		Hausse globale notamment liée pour la Banque des Territoires à un doublement des engagements d'investissements territoriaux (succès du Plan eau, hausse des prêts aux transports bas carbone et des financements d'opérations labélisées), pour Bpifrance aux aides à l'innovation avec France 2030 ou encore pour La Banque Postale à la hausse des prêts verts. La cible initiale de 60 Md€ entre 2020 et 2024 a été largement dépassée avant l'échéance (79,8 Md€ sur la période 2020-2023) et une nouvelle cible de 100 Md€ a été fixée pour la nouvelle période 2024-2028.
		Groupe [BdT - BPI - LBP - CNP - Sfil - GDA - GPS]	13,3	17,3	22,3	26,8	60 Md€ (2020-2024) <i>réalisé 2020 - 2023 : 79,8Md€</i>	
	Part des expositions sur des activités éligibles à la Taxonomie en équivalent chiffre d'affaires (en %) approche réglementaire (approche volontaire)	Groupe (Section générale)	ND	21 % (41%)	28 % (35%)	38 % (43%)		L'éligibilité taxonomique n'est qu'une étape préalable du calcul taxonomique pour répondre au règlement 2021/2178. La hausse observée correspond à une meilleure disponibilité des données. Le taux volontaire correspond au taux réglementaire auquel s'ajoutent les estimations pour les contreparties assujetties (pour 2021), et les projets territoriaux affectés à des secteurs éligibles indépendamment du statut de la contrepartie.
		Fond d'épargne	ND	42 % (59%)	60 % (62,2%)	61 % (61%)		
Part des expositions sur des activités alignées à la Taxonomie en équivalent chiffre d'affaires (en %) approche réglementaire (approche volontaire)	Groupe (Section générale)	ND	NA	NA	6 % (7%)		Première année de calcul de l'alignement taxonomique selon le règlement 2021/2178. Le taux d'alignement reflète l'exposition à des contreparties éligibles et alignées (entreprises assujetties) et au financement du logement social et des projets territoriaux répondant aux critères techniques de la taxonomie européenne (critères de contribution substantielle, critères de non nuisance et garanties sociales minimales).	
	Fond d'épargne	ND	NA	NA	2 % (2%)			
Energies renouvelables	 Puissance d'énergie renouvelable financée (flux en MW)	BdT - STOA	1 423	1 392	435	3 164	10,3 GW (2020- 2024) <i>réalisé 2020 - 2023 : 6,4 GW</i>	La forte hausse entre 2022 et 2023 s'explique par des opérations importantes sur l'année. En incluant également Bpifrance et La Banque Postale, le Groupe s'est mobilisé à plus de 14,8 Md€ en faveur du secteur des énergies renouvelables.

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Bâtiment bas carbone    	* Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement sur l'année (flux)	CDC [BdT]	29 958	31 981	40 520	47 822	200 000 (2020-2024) réalisé 2020 - 2023 : 102 559	L'inflation des coûts, en freinant le nombre de constructions neuves, a libéré de la capacité d'investissement des bailleurs pour les opérations de rénovation en 2023. De même, une dynamique de stratégie soutenue du secteur vers les rénovations thermiques s'est opérée. Enfin, à noter, le positionnement actuariel positif de l'offre de la Banque des Territoires par rapport au contexte bancaire.
	Surfaces de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés thermiquement (en m²) (flux)	CDC [BdT]	231 727	653 125	1 283 610	2 874 344	1,5 M m² (2020-2024) réalisé 2020 - 2023 : 5,0 M m²	La forte hausse des financements de rénovation de la Banque des Territoires s'explique par la montée en puissance de l'offre d'intracring et par la conjoncture. A noter également, la rénovation de plus de 124 000 m² de surfaces publiques par SFII et La Banque Postale.
	Nombre de nouvelles places dans des véhicules propres (flux)	BdT Transdev	64 980	164 340	48 189	59 007	138 000 (2020 - 2024) réalisé 2020 - 2023 : 113 169	Les véhicules désignés comme "propres" regroupent les véhicules Euro VI, hybrides, électriques, GNV/biogaz, le matériel roulant ferroviaire et navigant durable ainsi que la mobilité douce (vélo, deux-roues...). A noter en 2023, la forte hausse des financements de la Banque des Territoires, avec l'extension de NEoT Green Mobility, et la baisse relative du nombre de nouveaux véhicules pour Transdev.
	Nombre de bornes de recharge financées (flux)	CDC [BdT]	2 028	55 793	127 335	99 995	150 000 (2020 - 2024) réalisé 2020 - 2023 : 185 156	Poursuite de la bonne dynamique avec les financements Logivolt et l'extension de NEoT Green Mobility. La relative baisse par rapport à 2022 s'explique par un nombre plus faible de projets présentant un volume important de bornes IRVE.
	Nombre de villes où est assurée une livraison 100% à zéro ou faibles émissions en France et en Europe (stock)	LP	-	51	91	130	225 dont 22 métropoles d'ici à 2025 réalisé 2023 : 130	Le plan d'action poursuit son extension avec le déploiement de véhicules à faible émission, de points de recharge et de dépôts urbains dans les villes ciblées.
 Aligner progressivement 100 % des activités du Groupe avec une trajectoire de limitation à 1,5°C du réchauffement climatique								
Risques de transition	Part des actifs du bilan avec un risque de transition élevé (en %)	CDC (Section générale)	ND	ND	ND	13%	Les premiers résultats, sur la base du nouvel outil développé en 2023, permettent notamment d'identifier les contreparties de secteurs à risques élevés et les portefeuilles de prêts au logement social où les DPE sont inférieures à la classe D. NB: Données Finrep sur les investissements et financements, hors fonds de private equity et direction des clientèles bancaires.	
		Fond d'épargne	ND	ND	ND	4%		
Emissions de GES des opérations 	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du fonctionnement interne (hors émissions financées, en teq CO ₂)	CDC	90 740	91 289	89 426	84 422	- 46% (2019 - 2030) réalisé 2019 - 2023 : -11%	Le périmètre couvre le fonctionnement de l'établissement public, CDC Informatique inclus. La méthode retenue est celle du GHG Protocol sauf pour le poste immobilisations, pour lequel la méthode réglementaire est appliquée (amortissement). Les postes non significatifs sont les postes hors périmètre du pilotage de la trajectoire de décarbonation : déplacements des visiteurs, utilisation des sites et services Web de la CDC, fin de vie des produits et électricité consommée en télétravail (estimation). En 2021, la Caisse des Dépôts a défini sa cible de réduction sur son périmètre interne (incluant le GIE CDC Informatique) à horizon 2030 selon une trajectoire 1,5°C. La réduction des émissions en absolu entre 2019 et 2023 est de 11%.
	- dont scope 1	(ICDC inclus)	3 488	3 195	3 004	2 117		
	- dont scope 2		2 111	1 667	1 763	1 524		
	- dont scope 3		85 141	86 427	84 659	80 781		
	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du fonctionnement interne par collaborateur (en teqCO ₂ /an)	CDC (ICDC inclus)	12,49	12,41	11,96	10,88		Les émissions par collaborateur, CDC Informatique inclus, sur l'ensemble des 3 scopes, sont en baisse régulière, avec 19% de réduction déjà atteinte depuis 2019, ce qui montre une décorrélation entre l'évolution des effectifs et celle des émissions.
	Emissions de gaz à effet de serre (GES) des opérations du Groupe (hors émissions financées, en millions de teq CO ₂)	Groupe	6,17	5,59	6,89	9,70		En 2023, les émissions opérationnelles du Groupe s'élevaient à 6,1 MtCO ₂ eq sur les scopes 1, 2 et 3 pilotable, en hausse de 14 % par rapport à 2022. Cette hausse est avant tout due à l'évolution des activités de Transdev (+0,5 MtCO ₂ eq). Les émissions du Groupe proviennent à 81 % des activités de transport et logistique (Groupe La Poste, Transdev) et à 15 % des activités immobilières (CDC Habitat et Icade). En parallèle, la connaissance du scope 3 complet continue de s'améliorer expliquant la hausse des émissions associées. NB : Les émissions opérationnelles pilotables correspondent à l'intégralité des émissions du scope 1 et 2, et émissions du scope 3 sur lesquelles les entités disposent d'un suivi et d'un contrôle opérationnel.
	- dont scope 1	[CDC - ICDC - BPI - CDA - CDCH - Icade - LP - Sfil - SF - Transdev]	1,82	2,19	2,12	2,23		
- dont scope 2		0,33	0,56	0,39	0,81			
- dont scope 3		3,58	2,84	4,38	6,66			
Total scopes 1, 2 et 3 pilotable		4,81	5,18	5,38	6,11			

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Emissions de GES des opérations 	 Part des émissions de gaz à effet de serre (GES) opérationnelles (scopes 1, 2 et 3 pilotables) couverts par une cible de réduction alignée avec l'Accord de Paris (en %)	Groupe [CDC - ICDC - BPI - CDA - CDCH - Icade - LP - Sfil - SF - Transdev]	93 %	92 %	97 %	98%	> 95 % réalisé 2023 : 98%	Cet indicateur permet de suivre le déploiement de l'ambition du Groupe en matière d'alignement de ses activités sur les objectifs de l'Accord de Paris, quelles que soient les évolutions dans le taux de couverture (meilleure connaissance du scope 3) et les variations de périmètre amenées à faire varier les émissions (telles que croissance organique, achat, cession, baisse d'activité).
	Emissions de GES sequestrées par les activités du Groupe (en millions de teqCO2)	SF	ND	ND	1,02	1,45		Séquestrations réalisées en propre via les patrimoines forestiers de la Caisse des Dépôts et de CNP Assurances gérés par la Société Forestière.
	Part des émissions résiduelles internes compensées (en % des scopes 1, 2 et 3 pilotables)	CDC	53 %	81 %	69 %	64%		La Caisse des Dépôts compense depuis 2006 l'intégralité de ses émissions opérationnelles sur les scopes 1 et 2, et a étendu cette compensation à une partie du scope 3.
Emissions de GES des activités financées  	 Part des investissements et des financements alignés ou couverts par des cibles alignées avec les objectifs de l'Accord de Paris (en %)	Groupe [GDA - BdT - GPS - BPI - LBP - LBPAM - CNP - Sfil]	ND	ND	52 %	53%	60% d'ici à 2028 réalisé 2023 : 53%	Sont comptabilisés les actifs qui contribuent directement à la transformation écologique, qui font l'objet d'une cible de décarbonation alignée sur les accords de Paris ou qui appartiennent à un portefeuille couvert par une telle cible.
	Intensité carbone des portefeuilles (en %)							Les cibles font partie d'un objectif de décarbonation pris dans le cadre de la Net Zero Asset Owner Alliance. Elles respectent la méthodologie d'alignement sur une trajectoire de limitation de la hausse des températures à 1,5°C, et portent sur les scopes 1 et 2 des contreparties (actions cotées et obligations d'entreprises détenues en direct) et pour les émissions liées aux consommations d'énergie tous usages de l'immobilier de placement sous contrôle opérationnel.
	-  Actions cotées détenues en direct (tCO ₂ /k€)		0,309	0,228	0,211	0,173		- 20 % (2020 - 2025) - 55 % (2020 - 2030) réalisé 2020 - 2023 : -39%
	-  Obligations d'entreprises détenues en direct (tCO ₂ /k€)	CDC [GDA]	0,064	0,061	0,061	0,038		- 20 % (2020 - 2025) - 55 % (2020 - 2030) réalisé 2020- 2023 : -46%
	-  Immobilier de placement sous contrôle opérationnel (en kgeqCO ₂ /m ² /an)		25	25	24	24		- 15 % (2020 - 2025) - 50 % (2020 - 2030) réalisé 2020 - 2023 : -2%
	Part des entreprises en portefeuille ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets Climat (en % de l'encours)	Groupe [GDA -BPI-CDCCrois - GPS – LBPAM – STOA]	ND	ND	ND	34%		Part des entreprises en portefeuille (calculée en encours) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets climatiques. Le dialogue actionnarial est entendu, stricto sensu, c'est-à-dire les relations entre émetteurs et actionnaires.
Consommations d'énergie 	Consommations totales d'énergie du Groupe (en GWh _{eff})	Groupe [CDC - Transdev - LP - Icade - CDCH - CDA - BPI - Sfil]	8 538	11 169	9 437	9 612		Hausse de 2% par rapport à 2022 des consommations énergétiques totales du Groupe liée à la hausse des flottes de véhicules et des consommations associées, ce malgré une baisse des consommations des bâtiments.
	- dont liées aux bâtiments		3 175	4 624	2 624	1 843		
	- dont liées aux flottes de véhicules		5 363	6 559	6 812	7 770		
	Consommations totales d'énergie de l'Etablissement public (en GWh _{eff})		51	54	54	52		En 2023, les consommations totales d'énergie des sites sont en recul de 4% par rapport à 2022. Cette baisse a été obtenue malgré une hausse significative des consommations d'énergie liées aux data centers ainsi qu'une légère hausse de la superficie des locaux. Les consommations d'énergie liées aux véhicules enregistrent une légère hausse (+1,2%) qui s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre de véhicules de fonction dans les régions au service des collaborateurs de la Banque des Territoires.
	- dont liées aux bâtiments	CDC	48	51	50	48		
	- dont liées aux flottes de véhicules		3	3	5	5		
	Consommations d'énergie liées aux bâtiments par m ² hors data centers (en kWh _{eff} /m ²)	CDC	190	203	180	162		- 16 % (2019 - 2024) réalisé 2019 - 2023 : -24 %
	Part d'énergie consommée issue des sources renouvelables (en % de la consommation des bâtiments)	Groupe [CDC - LP - Icade - CDA - BPI - Sfil]	ND	ND	ND	73%		Plus des deux tiers des entités achètent des certificats d'origine ou produisent de l'énergie d'origine renouvelable pour couvrir tout ou partie de leurs consommations d'énergie.
	CDC	68 %	71 %	73 %	84%		75 % d'ici à 2025 réalisé 2023 : 84%	

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Exposition aux énergies fossiles  	Part d'exposition au charbon thermique des encours au bilan (en %)	Investissement CDC (GDA - I BdT - GPS)	ND	ND	0,02%	0,017%	0 exposition au charbon thermique d'ici 2030 dans les pays l'OCDE, et d'ici 2040 dans le reste du monde	L'indicateur représente les investissements dans des entreprises impliquées dans le charbon thermique selon le prestataire de données retenu, et d'entreprises récupérées manuellement pour combler certaines données manquantes du prestataire. L'investissement est pondéré par le pourcentage du chiffre d'affaires que le charbon thermique représente dans le chiffre d'affaires total de l'entreprise. La donnée groupe est consolidée par agrégation des montants des encours (investissement détenu ou sous gestion et financement) de chaque entité. Les données de LBP ne font pas partie du périmètre.
		Groupe [GDA - I BdT - BdT DP - BPI - CDCCrois - CNP - GPS - LBPAM - Louvre BP - Sfil - STOA]	ND	ND	ND	0,15%		
	<input checked="" type="checkbox"/> Part d'exposition aux entreprises actives dans les énergies fossiles (comptabilisées à 100% de leur activité) des encours au bilan (en %)	Investissement CDC (GDA - I BdT - GPS)	ND	ND	3,71%	3,19%		
Groupe [GDA - I BdT - BdT DP - BPI - CDCCrois - CNP - GPS - LBPAM - Louvre BP - Sfil]	ND	ND	ND	2,11%				
 Etre acteur de l'adaptation des territoires en France								
Adaptation des territoires 	Nombre de collectivités accompagnées sur les sujets adaptations (flux)	BdT - Sfil	ND	ND	80 (hors BdT)	118		Une hausse pour Sfil en cohérence avec les prêts verts "Eau" accordés dans ce secteur en 2023. Pour la BdT, il s'agit du nombre de territoires (EPCI / Région) accompagnés via de l'ingénierie.
 Accroître la résilience du Groupe aux conséquences du changement climatique								
Risques physiques 	Part des actifs du bilan avec des risques physiques élevés (en %)	CDC (Section générale)	ND	ND	ND	29%		Les premiers résultats sur la base du nouvel outil développé en 2023 permet notamment d'identifier les contreparties de secteur à risques élevés et les portefeuilles de prêts au logement social où les DPE sont inférieurs à la classe D. NB: Données Finrep sur les investissements et financements, hors fonds de private et direction des clientèles bancaires.
		Fond d'épargne	ND	ND	ND	20%		
Adaptation des activités 	Indicateur de déploiement du plan d'adaptation	Groupe [CDC - LP - Transdev - Icade - CDCH - CDA - SF - CDC B - BPI - CDCCrois - Sfil]	ND	ND	30%	50%		100 % d'ici à 2025 réalisé 2023 : 50% Cet indicateur est calculé en tenant compte de la part d'activités ayant fait l'objet d'une étude de risques physiques et de la part d'activités sur lesquelles des démarches d'adaptation sont déployées. Le taux de déploiement de ce plan s'établissait à 50% fin 2023 contre 30 % en 2022. Les nouveaux engagements pris en 2024 devraient permettre de continuer à améliorer le suivi.



Nature

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Biodiversité Eau Economie circulaire	Risques physiques de dépendances aux services rendus par les écosystèmes, risques de transition sur les activités opérées et financées en cas de défaut d'adaptation aux attentes notamment réglementaires sur la biodiversité Risques de non exécution stratégique des ambitions en matière de transformation écologique	Développement de produits et services en faveur de la préservation de la biodiversité (gestion forestière durable, mesure d'empreinte, accompagnement des territoires, sobriété foncière, eau, économie circulaire...)	Impacts négatifs dus aux activités financées ayant un fort impact sur les écosystèmes Impacts positifs des produits et services proposer en faveur de la préservation de la biodiversité	- Politique Biodiversité du Groupe dont encadrement strict des activités avec un fort impact sur la biodiversité, engagement actionnarial, financement en faveur de la préservation des écosystèmes, des ressources en eau, et de l'économie circulaire. - Plan stratégique de la BdT incluant notamment des volets sur la biodiversité, l'eau et l'économie circulaire - Mesure des risques et d'empreinte biodiversité (en particulier GDA et BdT pour l'Établissement public)	E2 E3 E4 E5

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Etre un Groupe pionnier pour accompagner la restauration des écosystèmes et la préservation des ressources								
Solutions en faveur de la nature 	Montant des financements des projets à impact positif sur la biodiversité, l'eau et l'économie circulaire (flux en millions d'euros)	CDC [BdT]	302	514	468	1383	3 Md€ (2020-2024) réalisé 2020 - 2023 : 2,7 Md€	La forte hausse entre 2023 et 2024 s'explique notamment par le renforcement de l'accompagnement des collectivités en faveur d'un gestion durable et résiliente de l'eau. La Banque des Territoires a ainsi annoncé doubler son enveloppe à 4Md€ entre 2024 et 2028, par rapport à la période précédente.
		Groupe [BdT - GDA - Sfil - LBP - BPI]	ND	ND	1469	1 708		
	* Nombre de mesures d'empreintes biodiversité réalisées auprès d'entreprises, institutions financières et collectivités locales	CDCB	-	33	33	35		CDC Biodiversité a développé le Global Biodiversité Score, un outil de mesure de l'empreinte biodiversité des entreprises, des institutions financières et bientôt des collectivités. L'indicateur suit les empreintes que CDC Biodiversité a réalisé pour ses clients, ce qui diffère du nombre d'utilisateurs des outils qu'il a développé.
	* <input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'hectares renaturés financés/opérés sur l'année écoulée	CDCB	3 056	3 141	3 236	3 467		L'indicateur mesure l'ensemble des prestations dans lesquelles CDC Biodiversité intervient en tant qu'opérateur, y compris le programme Nature 2050, financé par plusieurs entités du Groupe.
Gestion forestière durable 	Nombre d'hectares forestiers sous gestion	Groupe [SF]	230 697	225 290	239 550	240 000		L'ensemble du patrimoine forestier géré par Société Forestière est couvert par une certification PEFC. Le patrimoine détenu par les gestions d'actifs de la Caisse des Dépôts s'élève près de 71 000 hectares avec une certification FSC visée en 2024.
Soutien à la politique de préservation de la ressource eau 	Nombre de programmes pour la modernisation des réseaux d'eau potable et l'assainissement financés	Groupe [BdT - Sfil/LBP]	161	241	288	313		La Banque des Territoires déploie tout un continuum pour accompagner les collectivités dans le déploiement de leurs politiques d'eau et d'assainissement, de gestion des eaux pluviales et d'actions contre les inondations. En incluant également le dispositif Sfil/La Banque Postale, 313 programmes sur la gestion de l'eau ont été financés par le Groupe en 2023, correspondant à plus de 17 millions d'usagers. Ces programmes permettent le traitement de 269 millions m3 d'eau et d'éviter la perte de 7 millions de m3 d'eau sur les réseaux. Dans le cadre de son nouveau plan stratégique, la BdT s'est engagée à mobiliser 1,8 Md€ sur la thématique, et ainsi financer 1 600 projets.
	Nombre de m ³ d'eau traités grâce aux projets financés (en millions)	Groupe [BDT - Sfil/LBP]	ND	ND	247	269		
	Nombre de m ³ d'eau économisés grâce aux projets financés en millions (flux)	Groupe [BDT - Sfil/LBP]	ND	ND	ND	7		
Soutien à l'économie circulaire 	Nombre de tonnes de déchets valorisés (matière et énergie) grâce aux projets financés (en milliers) (flux)	Groupe [BdT Sfil/LBP]	ND	230	1 527	609		Pour Sfil, il s'agit du volume traité de Déchets Ménagers et assimilés (DMA) orienté vers le recyclage et la valorisation organique. Pour la Banque des Territoires, sont incluses, entre autres, les tonnes de déchets valorisées (valorisation matière et valorisation sous forme d'électricité et de chaleur pour les réseaux de chauffage urbain.

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Limitier les impacts des activités sur la biodiversité et l'utilisation des ressources naturelles								
Risques Biodiversité  	Part du portefeuille présentant des niveaux de dépendance fortes et très fortes aux services écosystémiques (en %) - Risques physiques	CDC (Section générale)	ND	ND	ND	18%		Analyse réalisée sur les portefeuilles d'investissement et de prêts sur la base des expositions sectorielles et de la base ENCORE. L'outil d'analyse ENCORE permet de mesurer les dépendances des secteurs aux différents services écosystémiques. 43% du portefeuille du fonds d'épargne et 18% du portefeuille de la section générale ont des dépendances fortes ou très fortes à au moins un service écosystémique.
		Fond d'épargne	ND	ND	ND	43%		
	Part du portefeuille présentant des impacts négatifs directs matériels sur au moins 5 des 12 facteurs de pression de la biodiversité (en %) - Risques de transition	CDC (Section générale)	ND	ND	ND	35%		Analyse réalisée sur les portefeuilles d'investissement et de prêts sur la base des expositions sectorielles et de l'outil d'analyse SBTN. SBTN attribue un score par secteur pour 12 facteurs d'impacts négatifs définis comme une quantité mesurable d'une ressource naturelle utilisée comme intrant dans la production contribuant aux pressions néfastes à la biodiversité définies par l'IPBES. 75% du portefeuille du fonds d'épargne et 35% de celui de la section générale sont exposés sur un secteur ayant au moins 5 impacts négatifs matériels sur les 12 facteurs de pression de la biodiversité.
		Fond d'épargne	ND	ND	ND	75%		
Maitrise de l'impact biodiversité des activités  	Intensité de l'impact biodiversité par chiffre d'affaires des entreprises du portefeuille (en MSA.m ² /k€)							Dans le cadre de la politique du Groupe, toutes les entités du Groupe se sont engagées à mesurer d'ici fin 2024 leurs empreintes biodiversité, selon les outils disponibles pour leurs activités. Pour les métiers financiers, l'unité « msa.m ² » utilisée donne une estimation d'empreinte qui agrège de nombreux facteurs (dont l'usage des sols agricoles, le changement climatique, etc.). Ainsi, pour générer 1 000 euros de chiffre d'affaires, les activités des organisations financées par GDA maintiennent un impact (statique) sur la biodiversité terrestre de 207 MSA.m ² et créent un nouvel impact (dynamique) de 45 MSA.m ² , soit respectivement l'équivalent de l'usage d'un parking existant de 207 m ² et son extension de 45 m ² pendant un an. Ces résultats sont obtenus à partir du BIA GBS pour GDA (base de données C4F actifs cotés) et BdT (GBS FI pour les actifs non cotés). A noter, les valeurs de GDA 2022 ont été corrigées.
	- Impact terrestre dynamique	GDA (Actions cotées (direct) et Obligations d'entreprises (direct))	ND	ND	29	45		
	- Impact terrestre statique		ND	ND	267	207		
	- Impact terrestre dynamique	I BdT	ND	ND	3	ND		
	- Impact terrestre statique		ND	ND	84	ND		
	Indicateur de biodiversité potentielle (IBP) des patrimoines forestiers sous gestion	SF	ND	ND	22 853	30 769		
Consommation d'eau des activités 	Volume total d'eau consommé (en m ³)	CDC	60 442	57 257	73 325	80 295		Les consommations d'eau de l'Établissement public se résument aux consommations d'eau de ses salariés au sein de ses bâtiments. Elles intègrent, depuis 2022, les consommations de l'entité ICDC. L'indicateur est en hausse, du fait du retour à un niveau d'activité à la «normale» des restaurants d'entreprise.
		Groupe [CDC - Icade - CDCH - CDA - Transdev - LP]	14 380 537	20 022 670	17 919 449	16 177 119		
Gestion des déchets des activités 	Volume de déchets produits (en tonnes) sans déchets du bâtiment	CDC	744	754	920	961	-30% (2017 - 2030) réalisé 2017 - 2023 : -22%	La production de déchets de l'Établissement public concerne principalement les déchets de bureau et les déchets du restaurant d'entreprise. La forte hausse du volume de déchets enregistrée en 2022 était essentiellement due à l'intégration des déchets du chantier du site de Bordeaux, inauguré fin 2022. 2023 marque un retour à la normale, avec une baisse importante du volume de déchets, une baisse de la part des déchets recyclés et une hausse de la part des déchets compostés.
	Part de déchets valorisés (recyclés ou compostés) (en %)	CDC	62%	64%	76%	66%	70% en 2025 80% en 2030 réalisé 2023 : 66%	



Développement et souveraineté économiques

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Souveraineté et développement économique	Risques de non exécution stratégique des ambitions en matière de souveraineté et développement économique	Développement de produits et services pour certaines clientèles ayant des accès difficiles aux financements traditionnels (TPE, PME, entreprises en difficultés, ESS)	Impacts positifs sur l'emploi, le développement des territoires, la souveraineté économique	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entités - Doctrines d'intervention (BPI, BdT) - Charte de financement responsable du Groupe - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement (services, réseaux, accélérateurs...) pour les entreprises, en particulier offres dédiées pour les PME/ TPE (BPI, LBP) - Gammes de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les structures de l'ESS et les associations (BPI, LBP, BdT) - Etudes d'impacts socio-économiques (BdT et BPI en particulier) 	S4

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Soutenir et accompagner les créateurs d'entreprises, TPE, PME, ETI et le secteur de l'économie sociale et solidaire, dans leurs différentes phases de développement								
Développement des entreprises 	Montant annuel de la mobilisation en faveur des PME, TPE, ETI (en milliards d'euros)	Groupe [BPI - LP - GDA]	27,5 (hors LP)	36,9	39,1	42,4		Une hausse côté Bpifrance en raison de la forte croissance de l'activité de l'innovation et de l'augmentation des crédits accordés ainsi que de l'activité garanties. Une légère baisse pour LBP en lien avec la diminution des demandes de financement (hausse des taux et concurrence accrue des autres acteurs).
	* Nombre de PME, TPE, ETI et structures d'ESS accompagnées (financement, investissement, garanties, accompagnement, partenariat) sur l'année écoulée (flux)	Groupe [BPI - BdT - LP - GDA]	67 021 (hors LP)	80 184 (hors ESS LP)	88 136 (hors ESS LP)	87 760 (hors ESS LP)		Donnée LBP hors ESS.
	Nombre d'entreprises soutenues dans leurs projets d'export (flux)	Groupe [BPI - Sfil]	956	572	547	521		Poursuite des dispositifs de soutien à l'export (assurance crédit, garanties de projet internationaux)
Économie sociale et solidaire 	Montant annuel de la mobilisation en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) (en millions d'euros)	BPI - BdT	609	707	600	612		La Banque des Territoires et Bpifrance interviennent à deux niveaux pour le secteur, d'une part soutenant les dispositifs qui accompagnent les entreprises de l'ESS, d'autre part en finançant directement les associations et entreprises du secteur. L'évolution des indicateurs est à lire à l'aune de l'évolution de la répartition entre ces deux types d'intervention, l'année 2023 ayant notamment été marquée par la hausse des interventions dans les fonds à impact. Outre la mobilisation financière de la Banque des Territoires et de Bpifrance comptabilisée dans cet indicateur, le Groupe soutient le secteur de l'ESS également via les financements de La Banque Postale et via les achats de ses entités auprès d'acteurs du secteur.
	Nombre d'associations et structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) accompagnées (flux)	BPI - BdT	330	1 026	819	791		

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Développer des infrastructures essentielles et contribuer à la réindustrialisation des territoires pour améliorer notre autonomie dans les secteurs stratégiques								
Industrie et innovation  	Montant annuel des investissements, financements et garanties dans l'innovation (en milliards d'euros)	BPI	3,0	6,2	6,6	9,4		Nouveau record du soutien à l'innovation avec le déploiement de France 2030 par Bpifrance à hauteur de 9,4Md€ sur l'année 2023, soit plus du double qu'en 2022 (+110%), porté par le financement de projets stratégiques et la montée en puissance des appels à projets sectoriels.
	Montant annuel des investissements, financements et garanties dans le secteur industriel (French fab) (en milliards d'euros)	BPI	8,2	8,4	7,3	13,9		Forte accélération du déploiement des nouveaux dispositifs en faveur de l'industrie, dont dynamique du soutien à la French Touch.
	Nombre d'entreprises soutenues dans le secteur de l'industrie (flux)	BPI	11 131	12 860	10 071	14 974		
	Nombre de projets industriels territoriaux soutenus dans l'année (flux)	BdT	56	73	69	74	520 (2020-2025) <i>réalisé 2020 - 2023 : 272</i>	La hausse du nombre de projets soutenus, en 2023 et ces dernières années, s'explique par le renforcement de l'offre industrie, une meilleure visibilité du dispositif par les acteurs et un renforcement des liens avec Bpifrance.
Commerces								
 	Nombre de structurations de foncières territoriales accompagnées (stock)	BdT	44	71	86	103	100 d'ici à 2025 <i>réalisé 2023 : 103</i>	En 2023, les 17 structurations de foncières réalisées ont permis de soutenir plus de 900 commerces (réhabilitation, rénovation, création des locaux d'activité).
Numérique								
	Nombre d'accompagnements d'acteurs territoriaux sur les sujets data et confiance numérique (flux)	BdT	ND	ND	ND	14 097		Forte hausse par rapport à la prévision 2023 avec des accompagnements qui correspondent essentiellement à des missions d'ingénierie data.
	Nombre de clients actifs Digiposte et Identité Numérique créés (en millions) (stock)	LP	4,6	6,5	9,6	14,4		Forte croissance du chiffre d'affaires de Docaposte, portée par les activités numériques, et en particulier les services de confiance.



Enjeux sociaux dans la chaîne de valeur

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Cohésion sociale et territoriale	Risques de non exécution stratégique des ambitions en matière de cohésion sociale et territoriale	Développement de produits et services en matière de cohésion sociale et territoriale	<p>Impacts positifs des solutions proposées pour les territoires (accès aux services publics, attractivité, dynamisme) et les populations vulnérables</p> <p>Accompagnement des parcours de vie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité - Doctrines d'intervention pour intervenir dans les territoires et auprès des publics sur lesquels le marché présente une défaillance (BPI, BDT) - Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les collectivités et plus globalement le secteur public local (prêts BDT, dispositif SFIL/LBP...), les bailleurs sociaux (BDT, LBP), le secteur du médico social (DPS, BDT, GPS, LBP, SFIL) - Conventions d'objectifs des mandats pour moderniser les politiques sociales (BDT, DPS) - Maillage territorial pour l'accès au service public et l'accès aux services postaux (espaces france service, points d'accès physiques aux services postaux) - Produits et services contribuant au développement des territoires les plus fragiles, dont les QPV (BDT, BPI, CDCH...) 	S3 S4
Conditions de travail et droits humains sur la chaîne de valeur	Risques juridiques et de réputation liés à un incident sur les conditions de travail des fournisseurs sur la chaîne d'approvisionnement d'une part et sur les contreparties financées d'autre part	Diffusion de bonnes pratiques et standards sur les sujets	<p>Impacts négatifs d'éventuelles activités de la chaîne de valeur ne respectant pas les standards</p> <p>Impacts positifs des actions d'engagement actionnarial menés sur les sujets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Charte finance responsable - Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable l'Etablissement public, et politiques achats propres à chaque entité 	S2

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Soutenir la construction sur tous les territoires et permettre aux Français de se loger dans des conditions abordables et décentes								
Habitat 	Montant annuel des financements en faveur du logement social, du logement intermédiaire et de l'habitat spécifique (en milliards d'euros)	CDC [BdT]	11,4	11,4	11,4	12,6	1 ^{er} financeur du logement social	Le Groupe se mobilise sur l'ensemble de la chaîne du logement abordable, du logement social et très social au logement intermédiaire. Dans un contexte de crise du logement qui touche à la fois l'offre et la demande et donc la demande de financement, la Caisse des Dépôts reste mobilisée. En particulier, CDC Habitat, avec l'appui de la Caisse des Dépôts, a lancé en mai 2023 un plan de soutien qui prévoit la commande, dès 2023, de 17 000 logements, dont 12 000 logements locatifs intermédiaires et 5 000 logements locatifs sociaux.
	Nombre de logements financés, construits ou acquis dans l'année (flux) :		86 738	93 539	91 389	91 736		
	- dont logements sociaux et très sociaux	BdT CDCH	83 388	88 078	85 598	83 868	500 000 (2020 – 2024) réalisé 2020 - 2023 : 340 932	La hausse par rapport à 2022 des logements intermédiaires financés est en particulier liée à l'annonce du gel du TLA à 3% et aux grands plans de rachat de VEFA pour soutenir le secteur de la promotion.
	- dont logements intermédiaires		3 581	5 461	5 791	7 868	30 000 (2020-2024) réalisé 2020 - 2023 : 22 701	
* <input checked="" type="checkbox"/> Nombre de personnes logées dans les logements sociaux financés (construits ou acquis) (en flux)		BdT	166 638	165 237	157 926	157 973		Le nombre de personnes logées est déduit à partir de la taille moyenne d'un foyer et du taux d'occupation des logements sociaux.

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Habitat  	Nombre de réhabilitations de logements sociaux financés dans l'année (en flux)	BdT	88 250	81 642	79 227	105 486		Les prêts au logement social et à la politique de la ville ont permis la réhabilitation de 105 486 autres logements dans le parc existant, en forte croissance avec +33% par rapport à 2022 et avec une empreinte croissante du Fonds d'épargne dans le financement des opérations ambitieuses sur le plan énergétique et environnemental. Sont comptabilisés comme réhabilitations des travaux significatif sur le bâti afin de lui donner des caractéristiques techniques, réglementaires et esthétiques de meilleure qualité.
	Nombre de logements gérés :	CDCH	525 000	531 845	544 556	554 456	1 ^{er} bailleur social de France	Poursuite de l'accroissement du patrimoine géré par CDC Habitat qui couvre l'intégralité de l'offre résidentielle : logement social pour les ménages aux ressources modestes, logement intermédiaire pour les ménages issus des classes moyennes, logement en accession libre ou sociale à la propriété, logement pour public spécifique (studios meublés pour les étudiants et jeunes actifs, résidences intergénérationnelles ou pour les seniors...).
	- dont logements sociaux	CDC Habitat	349 152	351 265	354 290	363 527		
	- dont hébergements d'urgence	CDC Habitat	16 190	15 784	16 770	16 310		
	- dont logements étudiants et jeunes travailleurs gérés	CDC Habitat	23 439	25 955	27 094	27 939		
 Accompagner les collectivités locales et soutenir le développement de tous les territoires en particulier les plus fragiles								
Secteur public local	* <input checked="" type="checkbox"/> Montant annuel des financements au secteur public local en France (en milliards d'euros)	CDC [BdT]	1,1	1,0	2,2	3,5	1 ^{er} financeur du secteur public local	Au niveau du Groupe, la baisse par rapport à 2022 s'explique surtout par le contexte des taux. L'activité de la Banque des Territoires est quant à elle en hausse, portée en particulier par les prêts au secteur public sur des projets de transport bas carbone (ferroviaire).
		Groupe [BdT - LP - Sfil]	6,7 (hors LP)	14,3	16,0	12,4		
Programmes territoriaux   	* Nombre de projets de programmes territoriaux accompagnés (ACV, PVD, Territoire d'industrie, Territoire d'innovation-Ville durable)		ND	1 706	2 041	1 353		La Banque des Territoires intervient aux côtés de l'État pour opérer de grands programmes publics aux forts impacts territoriaux. Le déploiement de ces programmes procède de plusieurs phases, dont une phase amont où la BdT engage des crédits d'ingénierie pour l'étude et la conception, et une phase de réalisation des projets. La baisse 2023 s'explique surtout par la diminution du nombre de projets soutenus dans le cadre des programmes Petites Villes de Demain (l'année 2022 était exceptionnelle du fait du plan de relance) et Action Coeur de Ville (baisse de l'ingénierie, les projets entrant globalement dans la phase de financement).
	- dont Action Coeur de ville (ACV)	BdT	798	735	410	354	5 000 d'ici à 2025 réalisé 2023 : 3 680	Le programme ACV vise à redynamiser les centres-villes. L'année 2023 est marquée par la phase de réalisation des projets, expliquant le ralentissement du nombre de projets soutenus.
	- dont Petite Ville de demain (PVD)		ND	879	1 533	971		
	- dont Territoires d'industrie et Territoires d'innovation		ND	53	59	28		
	Nombre de projets Action Coeur de ville (ACV) soutenus depuis le début du programme (stock)	BdT	2 181	2 916	3 326	3 680		
Politique de la ville 	Montant annuel de financements en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) (en millions d'euros)	BdT	872	1 090	1 415	1 726		La mobilisation dans les QPV (projets urbain et logement) est en nette augmentation du fait de l'accélération du rythme des projets de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.
	Dont * <input checked="" type="checkbox"/> Montant QPV hors logement (en millions d'euros)		133	139	178	218		
 Fournir des services aux citoyens partout sur le territoire								
Services publics  	* Nombre de points d'accès physiques à des services de proximité en France (stock)	LP	ND	34 653	35 768	37 287	40 000 d'ici à 2025x réalisé 2023 : 37 287	Les points d'accès incluent les bureaux de poste, partenaires, les consignes et relais Pick Up, les Espaces Pros. La trajectoire continue sa hausse en phase avec l'ambition stratégique de 40 000 d'ici à 2025.
	Nombre d'Espaces France Services animés par le Groupe (stock)	BdT	856	1 745	2 538	2 700	2 500 d'ici à 2024 réalisé 2023 : 2 700	Le Groupe, via la Banque des Territoires et La Poste, déploie et anime le dispositif France services destiné à maintenir et développer les services publics sur l'ensemble du territoire. En 2023, 2700 guichets uniques de proximité labélisés "France services" ont été déployés.
	Pourcentage de Français se situant à moins de 5 km ou 20 mn en voiture d'un point de contact (en %)	LP	97%	97%	97%	97%	97%	> 95 % à partir de 2020 réalisé 2023 : 97%
 Accompagner les parcours de vie								
Formation professionnelle  	* <input checked="" type="checkbox"/> Nombre de profils activés sur Mon Compte Formation (MCF) depuis le démarrage de la plateforme (stock en millions)	DPS	ND	10,5	12,3	14,1		L'indicateur traduit le nombre de profil unique activé sur la plateforme MCF. La hausse traduit le succès du dispositif, avec une fin attendue de la phase de croissance lorsque toutes les populations ciblées se seront dotées d'un compte. A noter, dès 2022, plusieurs actions pour améliorer la qualité de l'offre de la formation et pour lutter contre la fraude ont été mises en œuvre.
		DPS	1,0	2,1	1,8	1,3		L'indicateur correspond pour la DPS au nombre de formations financées grâce à MCF (formations validées hors annulation). La relative baisse de l'indicateur traduit des mesures de régulation mises en place pour rendre l'offre plus qualitative et la mise en place de l'identité numérique. Pour la BdT, il correspond aux actions dans le cadre des dispositifs ciblant les personnes fortement éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, jeunes ni en études ni en formation ni en emploi...) et de la formation aux métiers d'avenir.
	Nombre de formations financées sur l'année écoulée (flux en millions)	BdT	ND	ND	ND	0,9		

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Retraites 	* Ratio du nombre de retraités recevant une pension versée par la CDC sur l'année écoulée	DPS	20%	20%	20%	20%		La CDC détient les mandats de gestion administrative des régimes de retraite de 55 000 employeurs publics. Ainsi, 1 retraité sur 5 reçoit une pension versée par la CDC.
Inclusion financière et numérique	* Nombre de personnes accompagnées dans leur usage du numérique sur l'année écoulée (flux en millions)	LP - BdT	ND	ND	2,69	3,41		Nombre de personnes accompagnées dans leur usage numérique via France service et les conseillers numériques gérés par la Banque des Territoire et autres dispositifs mis en place par La Poste.
	Nombre de bénéficiaires de la mission de service public d'accessibilité bancaire (en millions) (flux)	LP	1,5	1,4	1,4	1,3	100% personnes exclues de la bancarisation « traditionnelle » ou en situation de fragilité financière ayant la possibilité d'un accès universel et non discriminant à des services bancaires adaptés et simples	Conformément à sa mission de service public d'accessibilité bancaire, la Banque Postale permet à toute personne qui en fait la demande de domicilier ses prestations sociales, de bénéficier de chèques de banque et de réaliser des retraits d'espèces au travers du livret A.
	Nombre de clients fragiles bénéficiant de services bancaires adaptés et d'un accompagnement (en millions) (flux)	LP	1,6	1,6	1,7	1,7		Outre sa mission d'accessibilité bancaire, la Banque Postale accueille des clients bancarisés mais reconnus comme financièrement fragiles.
Handicap 	Nombre d'employeurs publics ayant demandé des aides au handicap à la Caisse des Dépôts (flux)	DPS	11 581	12 206	12 155	12 737		Le FIPHP est un fonds dont la seule ressource est la contribution versée par les employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés. L'offre de service sur la plateforme, à destination notamment des petits employeurs, permet d'avoir une dynamique importante sur la demande d'aides au handicap.
	Nombre de visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap (flux)	DPS	150 000	964 691	2 430 000	4 800 000		La plateforme, créée en mai 2020 pour faciliter le quotidien et les démarches des personnes en situation de handicap et de leurs aidants, continue de se déployer avec de nouveaux modules et une fréquentation qui a encore doublé en un an.
Agir en faveur de la santé et du grand âge								
Santé et Vieillesse	* Montant annuel mobilisé dans le secteur de la santé et du vieillissement (financement et investissement) (en milliards d'euros)	BdT – Sfil – LBP – Icade	2,4	2,7	2,4	2,3	16 Md€ (2021-2025) réalisé 2021 - 2023 : 7,4 Md€	Montant des financements auprès des hôpitaux et des opérateurs de la santé (cliniques, centres de soins, ...) pour BdT, SFIL, LBP et des entreprises du secteur de la santé pour BPI et GPS. A noter en 2023, la légère baisse pour les prêts aux hôpitaux dont la situation se dégrade au regard des conditions d'octroi, ainsi que la cession d'Icade Santé et la prise de participation d'EMEIS.
		Groupe [BdT – Sfil – LBP – Icade - BPI- GPS]	3,8	5,1	4,8	5,1		
	Nombre d'établissements pour personnes âgées (RSS, EHPAD, EHPA) financés (construits ou acquis) (flux)	BdT-LBP	187 (hors LBP)	203 (hors LBP)	218	160		La baisse par rapport à 2022 s'explique par un contexte économique difficile avec des clients en attente de la baisse des taux, des projets décalés dans le temps en raison de l'inflation sur les matières premières et l'énergie, ainsi qu'une concurrence accrue des acteurs bancaires. A noter par ailleurs via GPS, la prise de participation dans Emels, exploitant 33 629 places dans des établissements et le soutien à Arpavie hébergeant 9 286 places.
	Nombre de maisons de santé, cliniques, hôpitaux et centres de soins financés (construits ou acquis) (flux)	BdT-LBP- Sfil	84	102	148	129		Baisse notamment liée à une diminution du marché due à la remontée des taux, des décalages de projets dans le temps, et une augmentation du taux de refus des dossiers de crédit sur la base de situations plus dégradées. A noter par ailleurs la cession d'Icade Santé.
	Nombre de bénéficiaires des solutions d'accompagnement des publics âgés et fragiles proposées par le Groupe La Poste (flux)	LP	ND	215 531	232 939	248 581		Bénéficiaires des différents services d'accompagnement proposés par le Groupe La Poste sur l'activité Santé & Autonomie.
Prendre en compte les sujets sociaux et sociétaux des contreparties financées								
Maîtrise des impacts sociétaux	Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les enjeux sociaux et sociétaux (en %)	Groupe [GDA – CDC Crois - BPI - GPS – LBPAM – STOA]	ND	ND	ND	29%		Part des entreprises en portefeuille (calculée en encours) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets liés aux enjeux sociaux et sociétaux (conditions de travail, droits humains...). Le dialogue actionnarial est entendu, stricto sensu, c'est-à-dire les relations entre émetteurs et actionnaires.



Employeur responsable

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Capital humain	Risques opérationnels liés à l'Indisponibilité des ressources requises pour accomplir les missions	Développement des compétences, attraction et rétention des talents	Capacité à retenir les talents Adaptation des compétences aux évolutions du modèle d'affaires Contribution à la formation et à l'émergence des talents de demain	- Politiques et dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dont mobilité et formation des collaborateurs - Dispositifs de formations et d'accompagnement des managers, dispositifs de formation des collaborateurs - Déclaration Groupe Employeur responsable - Dispositifs d'accueil des jeunes dont alternance	S1
Diversité et égalité des chances	Risques juridiques et de réputation en cas de discrimination à l'emploi	Diversité des expériences et profils enrichissant l'approche pour les activités	Manque de diversité des profils, traitement inégal des collaborateurs et des potentiels candidats	- Accords Groupe relatifs à l'égalité professionnelle femme/homme (F/H) - Politiques globales de diversité et d'égalité des chances dont politique relative au handicap et politique intergénérationnelle (CDC) - Réseau Groupe de promotion de la mixité et de la diversité (Alter'égales) - Réseau référents Harcèlement mis en place au niveau du Groupe et dispositif de remontée d'alertes RH - Déclaration Groupe Employeur responsable	S1
Qualité de vie au travail et dialogue social	Augmentation de la fréquence et de la gravité des accidents du travail, des risques psycho-sociaux et des maladies professionnelles, Augmentation de l'absentéisme	Engagement des collaborateurs	Conditions de travail menaçant l'intégrité physique et morale des collaborateurs Mauvaise qualité de dialogue social, dysfonctionnement des instances représentatives en place, détérioration du climat interne de l'entreprise.	- Accords relatifs à la Qualité de vie au travail des entités, dont accord relatif à la QVT de la CDC - Politiques en matière de santé et sécurité au travail des entités, et plans de prévention santé - sécurité des entités - Enquêtes de climat social menées dans les différentes entités - Déclaration Groupe employeur responsable	S1

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Effectifs	Nombre de collaborateurs	CDC	6 883	7 033	7 171	7 452		Plus des deux tiers des effectifs du groupe Caisse des Dépôts sont en France. Seules trois entités du périmètre affichent des effectifs à l'étranger : le Groupe La Poste, la Compagnie des Alpes et Transdev. Les effectifs du groupe CDC comptabilisent les effectifs du Groupe La Poste à partir de 2021. Ils excluent les personnels d'Icade Santé (cédée en 2023) et incluent les personnels de First Transit et MMV (acquises en 2023).
		Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - SCET - ICDC - CDCH - Sfil - Transdev - LP - SF - CDC B]	120 776	365 468	352 556	366 223		
Capital humain	Part de la masse salariale consacrée à la formation (en %)	CDC	2,7%	4,0%	3,2%	4,0%		Pourcentage calculé sur un périmètre France à partir de la moyenne des fourchettes basses de chaque entité consolidée. Les obligations légales de formation diffèrent d'une entité à l'autre, et la donnée Groupe est une moyenne des valeurs remontées par les entités contributrices.
		CDC	89%	100%	99%	91%		
	Taux d'accès des collaborateurs à la formation (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev]	60 %	76%	88%	82%		Le développement des parcours professionnels et de la mobilité interne constitue un objectif prioritaire des ressources humaines au sein du groupe Caisse des Dépôts, qui se traduit notamment par la présence d'une politique de formation chez toutes les entités du Groupe. Le taux d'accès à la formation est calculé comme suit: nombre de salariés ayant bénéficié d'au moins une action de formation / effectif moyen mensuel CDI-CDD.
		LP SA	ND	92%	91%	94%		

Assurer la qualité des conditions de travail, les libertés fondamentales de ses collaborateurs et le respect de la diversité

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Assurer la qualité des conditions de travail et le respect des libertés fondamentales								
Dialogue social 	Nombre d'accords signés dans l'année :		1210 (hors LP)	1229 (hors LP)	1521 (hors LP)	1 952		<p>Le nombre d'accords est établi à l'échelle du Groupe sur le périmètre monde. Il intègre les données concernant La Poste SA s à partir de l'exercice 2023.</p> <p>A périmètre équivalent (sans La Poste SA, 1 937 accords ont été signés en 2023, dont 55 % sur les sujets de rémunérations, et 27 % sur les conditions de travail).</p>
	- dont thème rémunération	Groupe [CDC - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI - LP SA]	55%	55%	45%	55%		
	- dont thème conditions de travail		27%	27%	39%	27%		
Santé-sécurité, qualité de vie au travail  		CDC	5%	5%	7%	7%		<p>Le turnover est calculé comme suit: sommes des départs CDI et CDD (hors fins de CDD et pertes de marchés) / effectif moyen mensuel CDI. Sont comptabilisés dans les départs : démissions, licenciements économiques ou autre, ruptures conventionnelles individuelles et collectives, départs en retraite ou préretraite, décès.</p> <p>Les entités du Groupe, du fait de la nature variée de leurs activités, présentent des taux de turnover qui évoluent dans une fourchette très large, allant de 6% à 48%. Ce dernier taux concerne le groupe Compagnie des Alpes, dont les activités sont marquées par une forte saisonnalité qui se traduit pas d'importantes variations de l'effectifs moyens mensuel au cours de l'exercice.</p> <p>Les enjeux en matière de santé et de sécurité au travail varient au sein du Groupe en fonction des métiers et des secteurs d'activité des entités, illustrant la pluralité de leurs activités et leur exposition inégale à l'international. En 2023, le taux d'absentéisme varie dans une fourchette comprise entre 1,8 et 6,9 %.</p> <p>Toutes les entités disposent d'un dispositif de prise en compte de la santé et sécurité au travail pour gérer les risques professionnels (risques physiques et de sécurité au travail, et risques psychosociaux), ce dispositif varie selon les enjeux propres à chaque entité.</p> <p>Le taux de fréquence des accidents du travail est calculé comme suit pour le Groupe hors LP : (nombre d'accidents du travail avec arrêt (hors trajet) / nombre d'heures travaillées) x 1 000 000; et comme suit pour le Groupe LP: nombre d'accidents du travail avec arrêt (hors trajets domicile-travail) par millions d'heures travaillées, elles-mêmes calculées sur la base des effectifs moyens que multiplie le nombre d'heures de travail annuel.</p> <p>Les entités du Groupe sont à l'écoute de leurs collaborateurs et en mesurent le bien-être au travail et l'engagement par le biais d'enquêtes, pour certaines annuelles, pour d'autres bisannuelles. A ce titre, 2023 est une année « creuse » dans la mesure où plusieurs de ces entités sont dans l'année sans enquête. Ce sont néanmoins 87 % des effectifs du Groupe en France qui sont rattachés à une entité ayant mené une enquête de satisfaction des collaborateurs pendant l'exercice.</p> <p>Les enjeux en matière de santé et de sécurité au travail, centraux dans les accords de qualité de vie au travail, varient en fonction des métiers et des secteurs d'activité des entités du Groupe, illustrant la pluralité de leurs activités et leur exposition inégale à l'international. Toutes les entités disposent d'un dispositif de prise en compte de la santé et sécurité au travail pour gérer les risques professionnels (risques physiques et de sécurité au travail, et risques psychosociaux). Pour les entités les plus exposées, des politiques structurées en matière de santé au travail et de management de la sécurité sont systématiquement formalisées.</p>
	<input checked="" type="checkbox"/> Taux de turnover (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev]	18 %	20 %	24 %	24%		
		LP (Groupe Europe)	ND	9%	11%	12%		
	<input checked="" type="checkbox"/> Taux d'absentéisme pour maladie (en %) (périmètre Monde)	CDC	2,8 %	2,8 %	2,7 %	2,3%		
		Groupe [CDC et entités rattachées- BPI - CDA - ICADE -ICDC - CDCH - Transdev]	6,2 %	5,6 %	6,2 %	5,5%		
		CDC	0,31	1,60	1,87	1,71		
	Taux de fréquence des accidents du travail (périmètre monde)	Groupe [CDC et entités rattachées- BPI - CDA - ICADE -ICDC - CDCH - Transdev]	22,48	24,89	28,35	27,39		
	LP (Groupe Europe)	ND	20,20	19,30	17,90			
Part des effectifs rattachés à une entité ayant mené une enquête de satisfaction des collaborateurs pendant l'exercice (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - SF - Transdev]	ND	88 %	99 %	87%			
Part des collaborateurs couverts par des plans d'actions ou dispositifs formalisés en matière de prévention santé et sécurité au travail (périmètre Monde) (en %)	Groupe [CDC - BPI - Sfil - Transdev - LP - CDCH - ICDC - SCET - Icade - CDA - SF - CDCB]	ND	95 %	97 %	100%	100 % d'ici fin 2022 réalisé 2023 : 100%		
 Promouvoir la diversité et l'égalité des chances								
Diversité et égalité des chances	Part des collaborateurs couverts par des accords ou des plans d'actions formalisés couvrant les sujets de diversité (périmètre Monde) (en %)	Groupe [CDC - BPI - Sfil - Transdev - LP - CDCH - ICDC - SCET - Icade - CDA - SF - CDCB]	ND	96 %	95 %	98%	100 % d'ici à fin 2022 réalisé 2023 : 100%	<p>Pourcentage calculé sur les effectifs monde.</p> <p>Conformément à la Déclaration employeur responsable du Groupe, les filiales et partenaires stratégiques s'attachent à lutter contre toutes les formes de discrimination au travail. Plusieurs d'entre eux – représentant 98 % des effectifs du Groupe – disposent d'ailleurs d'un engagement formel en la matière et/ou disposent d'une politique prenant en compte la diversité dans les recrutements. Toutes les entités de plus de 100 collaborateurs ont un accord égalité femmes / hommes signé et effectif sur l'année 2023.</p>

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Egalité femmes / hommes	  * Index égalité femmes/hommes	CDC	92 %	92 %	92 %	92%	95 % d'ici à 2023 réalisé 2023 : 92%	La CDC maintient à haut niveau son index relatif à l'égalité Femmes/Hommes pour 2024. Il ressort des indicateurs alimentant cet index les effets d'un effort particulier pour favoriser des chances de promotion et de carrière au moins aussi favorables pour les femmes que pour les hommes. Une réelle parité est également constatée en matière d'augmentations individuelles. Concernant la rémunération des femmes, notamment celles occupant des postes à responsabilités, la CDC s'engage à maintenir sa politique dédiée.
		Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - SF - Sfil - Transdev]	91 %	91 %	91,5 %	91%	Moyenne des index des entités du Groupe incluant en 2023 Société Forestière, nouvellement consolidée. A périmètre équivalent, la moyenne Groupe serait de 91,8 % en 2023. Les entités du Groupe affichent des index qui évoluent entre 83 et 98%.	
		CDC	59%	62 %	59 %	60%		
		- Part de femmes dans les recrutements (en %)	Groupe [CDC - SF - Scet - Novéthic - Sfil - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI - CDCH]	38 % (hors CDCH)	38 % (hors CDCH)	39 % (hors CDCH)	45%	Le groupe Caisse des Dépôts s'est profondément engagé dans la lutte contre toutes les formes de discrimination. Au-delà du respect du cadre réglementaire français et international (OIT), cet engagement s'inscrit dans une démarche volontariste, matérialisée dès 2004 avec la signature d'un accord-cadre Groupe en faveur de l'égalité professionnelle femmes/hommes, auxquels les entités ont adjoind leurs propres accords et plans d'actions. Opérationnellement, de multiples leviers d'actions sont mobilisés : les recrutements et les promotions, avec des actions de sensibilisation et formation à destination des recruteurs, l'égalité salariale, avec une évaluation des écarts de salaires pour toutes les entités de plus de 50 salariés, le soutien à la parentalité, la lutte contre les discriminations, le sexisme, le harcèlement et les violences au travail. Une attention particulière est portée à la mixité des emplois, avec une analyse par filères, et aux rémunérations et promotions avec des dispositifs d'évaluation des écarts de salaire femmes - hommes incluant des enveloppes budgétaires pour d'éventuels rattrapages dans de nombreuses entités du Groupe. Sur le périmètre des filiales soumises à la loi Rixain, on observe un taux de féminisation des comex et des cadres dirigeants globalement en avance par rapport aux cibles fixées par la loi.
		CDC	61%	62%	61%	61%		
		- Part de femmes dans les effectifs (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDCB - CDC H - CDA - Icade - ICDC - SCET - Sfil - SF - Transdev]	38 %	39 %	40 %	40% (hors BPI)	
- <input checked="" type="checkbox"/> Part de femmes dans les comités exécutifs (ou assimilés) (en %)	LP	ND	ND	47%	47%			
	CDC	36%	36%	45%	54%			
	Groupe [CDC - SF - Scet - Novéthic - LP - CDC H - Sfil - ICDC - Icade - Transdev - CDA - BPI]	31 %	32 %	43 %	47%	Parité des comités exécutifs Méthode : sont comptabilisés les recrutements en CDI, CDD et CDP.		
Diversité des âges	 Part des classes d'âge dans les recrutements (en %) (Périmètre France) :	Groupe [CDC - BPI - CDA - Icade - ICDC - CDCH - Transdev- Scet- Novethic-Sfil]	40 %	40 %	39 %	29%	Très présente au sein de la politique des ressources humaines de la Caisse des Dépôts et de ses filiales, la question des âges se situe au croisement des politiques d'emploi, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et de qualité de vie au travail (QVT). Les mesures mises en œuvre portent à la fois sur : le maintien de l'emploi des seniors, la transmission des savoirs entre les générations et le mentorat intergénérationnel, l'insertion durable des jeunes dans le marché de l'emploi.	
		Groupe [CDC - BPI - CDA - Icade - ICDC - CDCH - Transdev- Scet- Novethic-Sfil]	10 %	12 %	6%	3%		
		- plus de 55 ans						
Handicap	 * <input checked="" type="checkbox"/> Taux d'emploi direct de travailleurs en situation de handicap (en %)	CDC	5,7 %	5,8 %	6,2 %	6,4%	> 6 % réalisé 2023 : 6,4%	Depuis 2022, le taux d'emploi direct (nombre d'emploi direct de bénéficiaires / effectif moyen annuel) progresse grâce à une politique engagée en faveur des personnes en situation de handicap, politique qui s'inscrit dans un accord triennal (2021-2023) dédié.



Gouvernance

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Ethique des affaires	Risques juridiques et financiers en cas de manquement de la part des collaborateurs et/ou dirigeants du Groupe. (corruption, ententes illicites, conflits d'intérêt, (fraude, blanchiment de capitaux et/ou de financement du terrorisme, transparence fiscale, respect de la libre concurrence, transparence des activités de lobbying, ...)	Relations de confiance avec les fournisseurs, contreparties et partenaires Sécurisation des opérations	Bon fonctionnement de l'organisation et du marché dans son ensemble	- Charte de déontologie du Groupe, et déclinaisons associées des entités - Politiques Groupe : prévention et gestion des conflits d'intérêt, lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT) - Dispositifs d'alertes professionnelles - Modules associés de formation des collaborateurs - Dispositif de contrôle et d'audit interne du Groupe	G1
Satisfaction des parties prenantes	Risques juridiques et de réputation lié à la non réponse aux attentes des parties prenantes et aux éventuelles réclamations et litiges en découlant	Amélioration des produits et services liée à la prise en compte des retours des parties prenantes	Impacts positifs ou négatifs des projets financés sur les parties affectées	- Charte de déontologie du Groupe, et déclinaisons associées des entités - Médiatrice du Groupe et charte de la médiation	G1 S3
Qualité de l'offre et satisfaction clients	Risques financiers, opérationnels et de réputation liés à l'incapacité à satisfaire les clients et à avoir leur confiance sur la qualité des services et produits proposés Risques de non exécution stratégique du rôle de tiers de confiance	Développement de produits et services répondant mieux aux attentes des clients	Satisfaction et protection des clients	- Médiatrice du Groupe et charte de la médiation - Dispositif déontologique Groupe incluant la loyauté en matière de relation clients - Dispositifs de gestion de la relation clients et enquêtes de la satisfaction des entités - Enquêtes de satisfaction auprès des clients des entités	G1 S4
Sécurité des données et protection de la vie privée	Risques opérationnels sur la bonne continuité des opérations en cas d'incident grave, risques juridiques et de conformité (RGPD), risques de réputation sur la confiance dans les systèmes	Solutions innovantes sur la protection des données	Perte d'intégrité des systèmes d'information, défaillances dans les systèmes opérationnels, fuite de données à caractère confidentiel ou personnel	- Politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe et dispositifs associé (tests d'intrusion, audits, contrôle, formation des collaborateurs, ...) - Réseau RGPD du Groupe - Politiques RGPD de chacune des entités, et dispositifs associés	G1

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Respecter des pratiques éthiques et loyales								
Ethique des affaires	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée en matière éthique	CDC Groupe [CDC - CDA - CDC H - CDC B - Icade - Sfil - SCET - SF - Transdev - LP]	32	2	0	1	100 % des alertes traitées réalisé : 100%	100 % des entités disposent d'un dispositif d'alerte éthique, qui se complète par des canaux dédiés de remontée des alertes en matière RH notamment. Sont considérées comme alertes éthiques des alertes portant sur les domaines corruption, déontologie et conformité bancaire et financière. Contrairement aux années précédentes, la donnée Groupe 2023 n'inclut pas les données du Groupe La Poste.
	Part des entités ayant déployé un dispositif de formation/sensibilisation des collaborateurs (en %) :	Groupe [BPI - CDC - CDA - CDC H - CDC B - LP - Icade - ICDC - Sfil - SCET - SF - Transdev]						
	- sur les sujets de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)		77 %	79 %	75 %	82 % (hors CDCH)	100 % dès que possible réalisé 2023 : 82%	
	- sur les sujets de corruption		69 %	79 %	67 %	82%		Des actions de formation et de sensibilisation sont organisées en particulier – mais pas exclusivement – par les entités concernées par la loi Sapin II ou soumises à la réglementation LCB-FT. Toutes les entités ne reconduisent pas forcément leurs formations tous les ans - certaines s'inscrivent dans des cycles de 2 ou 3 ans - ce qui explique les évolutions constatées d'une année sur l'autre
	Part des nouveaux arrivants formés sur les sujets de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)	CDC	ND	ND	ND	80%	100 % réalisé 2023 : 80%	
	Part des collaborateurs formés sur les sujets anticorruption dans l'année	CDC	ND	ND	78%	80%	100 % des nouveaux arrivants formés réalisé 2023 : 80%	

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
 Assurer la satisfaction des clients et des parties prenantes								
Satisfaction des parties prenantes  	<input checked="" type="checkbox"/> Nombre de litiges et contentieux contre l'entité concernant ses impacts extra-financiers (sur l'environnement, sur la société, sur les droits de l'Homme, les sujets ressources humaines ou des pratiques de corruption)	CDC	1	1	23	33		<p>Concerne tous contentieux juridiques directement déposés contre l'Etablissement public ou une entité du Groupe dont la direction juridique aurait connaissance, soit a minima tout contentieux dont l'enjeu est supérieur à 10 millions d'euros ou, s'il est inférieur, significatif pour l'entité concernée en termes de montant ou d'image. En 2023, le suivi de ces litiges et contentieux RH (inclus depuis 2022) représentent 28 des 33 litiges remontés.</p>
	Montants des amendes versées pour non respect de la réglementation sur des sujets environnementaux, sociaux ou de gouvernance (en euros)	Groupe [CDC - CDCB - CDCH - ICDC - BPI - Icade - CDA - SCET - Sfil - SF - Transdev - LP]	0	0	10 000 €	0	0	<p>L'amende de 10 000 euros reportée en 2022 fait suite à la condamnation de la Société Forestière en première instance en raison de la destruction non autorisée de l'habitat d'une espèce animale protégée non domestique dans un massif à Nogent où des travaux ont été réalisés au nom et pour le compte de la Société Forestière par des entreprises de travaux. La Société Forestière a fait appel de cette décision.</p>
Qualité de l'offre et satisfaction clients	<input checked="" type="checkbox"/> Part des entités ayant déployé un dispositif formalisé d'évaluation de la satisfaction clients (en %)	Groupe [BdT - DPS - BPI - CDA - CDC H - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - SF - Transdev]	8/12	9/14	9/12	9/12	100% dès que possible	<p>Présence d'un dispositif formalisé de mesure de la satisfaction clients ayant vocation à couvrir une section représentative des clients (exemple : enquête transmise à l'ensemble des clients, sondage, échantillonnage), au moins pour les activités principales de l'entité. Des études et enquêtes réalisées ponctuellement ne sont pas prises en compte.</p>
	Nombre de saisines instruites dans l'année par la médiation du Groupe	Groupe	999	1 999	1 828	2 232	100 % de saisines déposées instruites	<p>Après plusieurs années de hausse du nombre de saisines, principalement imputables à la plateforme Mon Compte Formation, son nombre s'était stabilisé en 2022 à la suite des mesures mises en œuvre pour améliorer la qualité de l'offre de la formation et pour lutter contre la fraude. En 2023, le nombre de saisines a connu une nouvelle hausse imputable à Mon Compte Formation (notamment de la part des organismes de formation), mais aussi aux activités de gestion des retraites.</p>
Sécurité des données et protection de la vie privée	Nombre de de violations en matière de donnée à caractère personnel notifiées par l'organisation à la CNIL (dont pourcentage traité)	CDC	2 (100 %)	1 (100 %)	4 (100 %)	6 (100%)	100 % de plaintes reçues traitées	Les données du Groupe La Poste sont consolidées à partir de 2022. Ce changement de périmètre explique le changement d'échelle constaté sur 2022
		Groupe [CDC - BPI - CDC B - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - Sfil - Transdev]	6 (100 %)	34 (100 %)	52 (100 %)	52 (hors BPI)		
 Assurer le partage de la valeur								
Intéressement 	<input checked="" type="checkbox"/> Part des collaborateurs concernés par un dispositif d'intéressement dans l'année (France) (en %)	Groupe [CDC - BPI - CDA - ICADE - ICDC - CDCH - Transdev - CDCB - SCET - Sfil - SF - LP]	ND	ND	97%	94%		<p>Des dispositifs d'intéressement existent chez la quasi totalité des entités du Groupe. L'indicateur est calculé par le rapport entre les bénéficiaires au titre de N-1 et les effectifs au 31/12 de l'année N. Il n'est pas nécessaire d'être encore dans les effectifs au 31 décembre pour bénéficier de l'intéressement, versé au prorata de sa présence dans les effectifs le cas échéant.</p>
Responsabilité fiscale 	Contribution au budget de l'état (en milliards d'euros) (flux)	CDC	0,5	2,5	2,4	2,5		<p>La Caisse des Dépôts, Etablissement public à caractère spécial, n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés, mais à un régime particulier d'impôt direct : la contribution représentative de l'impôt sur les sociétés (CRIS). Cette contribution est déterminée selon les règles de droit commun propres à l'impôt sur les sociétés, notamment celles applicables au secteur bancaire.</p>



Culture de l'ESG

Enjeux	Risques	Opportunités	Impacts	Politiques et autres dispositifs de maîtrise des risques	ESRS
Gestion des filiales et des participations	Suivi insuffisant des risques financiers et extra-financiers auxquels sont exposés les filiales et participations stratégiques	Développement des synergies Groupe Diffusion des exigences ESG auprès des filiales et participations	Suivi des impacts générés et participations stratégiques	- Politiques transversales Groupe, dont politique climat, politique biodiversité, charte Finance responsable, plans d'actions ODD ou encore politique anti-corrupcion - Lettres d'orientations annuelles aux entités intégrant des critères ESG - Dialogue et implication d'administrateurs CDC dans la gouvernance incluant les sujets ESG	ESRS 2 G1
Intégration ESG dans la chaîne d'investissement et de financement	Manque de prise en compte des critères ESG dans les décisions d'investissements et d'octroi de prêts, et dans le choix des clients, susceptible d'exposer à des risques de controverses voire des risques financiers	Sélection de contreparties aux performances ESG les plus élevées	Suivi de l'impact ESG des contreparties et projets financés	- Politiques transversales Groupe, dont politique climat et politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole & gaz, immobilier, transport), politique biodiversité, charte Finance responsable et ses politiques thématiques, liste d'exclusions - Doctrine d'intervention intégrant des objectifs de contributions sociétales (BPI, BdT) - Analyse ESG systématique pour les comités d'investissement du Groupe (à l'aide de la grille de cotation ad hoc) - Comité trimestrielle des controverses des entreprises cotées (GDA) - Intégration de critères RSE dans l'intéressement de l'Etablissement public - Formation des collaborateurs aux enjeux DD (module ODD déployé en 2022 pour la CDC)	ESRS 2
Engagement actionnarial	Manque d'engagement des entreprises sur des sujets pouvant conduire à des risques réglementaires, financiers ou de réputation	Accompagnement des contreparties pour une meilleure prise en compte des sujets ESG	Suivi de l'impact ESG des contreparties et projets financés	- Charte finance responsable Groupe et ses politiques thématiques notamment politique de vote et gouvernance des entreprises cotées - Comité trimestrielle des controverses des entreprises cotées (GDA) - Enquêtes ESG annuelles envoyées aux sociétés de gestion (BPI, GDA)	ESRS 2
Intégration ESG dans la chaîne d'approvisionnement	Risques juridiques et de réputation	Accompagnement des fournisseurs et sous traitants pour des meilleures prestations	Suivi de l'impact ESG des fournisseurs et sous traitants	- Politique Climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles - Plan d'action "Sobriété" de la Caisse des Dépôts - Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable de l'Etablissement public, et politiques achats responsables propres à chaque entité	ESRS 2 G1 S2

Principales cibles et indicateurs de performance

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Intégrer l'Esg dans les prises de décision et le suivi								
Gestion des filiales et des participations	Taux de participation des représentants de la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration des filiales et participations stratégiques cotées et non cotées dans l'année (en %)	GPS	90 %	89 %	85 %	87 %	Maintenir un taux élevé	Moyenne du taux de présence des administrateurs CDC à chacun des conseils d'administration de l'année pour chaque entité. A noter qu'un taux de présence différent de 100 % ne veut pas dire que la CDC n'est pas représentée : lorsqu'ils sont absents, les administrateurs se font en effet systématiquement représenter par un autre administrateur CDC présent.
Intégration ESG	Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision) (en %)	Investissement CDC (GDA - I BdT - GPS)	ND	ND	99,9%	99,3%	100% dès que possible réalisé 2023 : 99,3%	La charte Finance responsable requiert que chaque métier d'investissement du Groupe dispose d'une démarche d'analyse ESG à la décision d'investissement et pour le suivi du portefeuille. Cette analyse peut se baser sur un filtre ESG jusqu'à une analyse détaillée basée sur des outils internes ou des notations extra-financières issues d'agences reconnues. En particulier, GDA gère un portefeuille de placement (actions, obligations, immobilier, forêt) et intègre systématiquement un pilotage et des objectifs extra-financiers. L'activité d'investissement de la BdT intervient principalement sous forme minoritaire, dans des projets, actifs et sociétés avec l'ambition d'agir pour des territoires plus inclusifs, durables, attractifs et connectés. La prise en compte des critères ESG intervient principalement lors de la démarche d'instruction, lors de laquelle les opérations sont examinées à l'aune de la doctrine d'investissement territorial et d'un outil de cotation. NB: Les données 2023 ont été élargies sur les entités financières du périmètre Groupe pour lesquels les données sont disponibles. Ces indicateurs reflètent uniquement une vision quantitative et ne prennent pas en compte la qualité de l'analyse ESG qui peut ou non faire l'objet d'un avis ESG indépendant du métier.
		Groupe [I BdT - BPI - CDC Crois - CNP - GDA - GPS - Lbprivee - SF - CDCII - STOA]	ND	ND	ND	64%	100% dès que possible réalisé 2023 : 64%	
	Investissement CDC [GDA - I BdT - GPS]	ND	ND	97,8%	98,4%	100% dès que possible réalisé 2023 : 98,4%		
	Groupe [I BdT - BPI - CDC Crois - CNP - GDA - GPS - Lbprivee - SF - CDCII - STOA]	ND	ND	ND	94,5%	100% dès que possible réalisé 2023 : 94,5%		
	Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (suivi) (en %)							

Thématiques	Indicateurs	Périmètre	2020	2021	2022	2023	Cibles	Commentaires
Engagement actionnarial  	☑ Part des entreprises en portefeuille ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG (en % d'encours)	GDA	ND	ND	58 %	59%	Engagement systématique des entreprises à enjeu	L'engagement est au centre de la stratégie d'investissement de la CDC dont l'axe principal est le financement de l'économie à long terme et le développement durable. Cette stratégie d'engagement se décline suivant différents outils avec des processus spécifiques comme le dialogue actionnarial se définissant comme l'interaction initiée par un investisseur afin d'améliorer les pratiques en matière d'ESG de l'émetteur actuel ou prospectif, ou encore l'exercice des droits de vote.
		Groupe [BPI – CDC Croissance – GDA – GPS – LBPAM – STOA]	ND	ND	ND	69%		
Gestion des controverses  	Nombre d'entreprises passées en Comité Controverses	GDA	ND	ND	ND	33		Depuis 2019, GDA suit régulièrement les controverses auxquelles sont confrontées les entreprises de son portefeuille. Le service investissement responsable applique une méthodologie rigoureuse pour repérer et analyser les controverses, et pour proposer un plan d'action en tant que gestionnaire d'actif avec des détentions minoritaires. Ces analyses sont ensuite discutées avec les gestions en amont d'un comité controverses trimestriel.
Achats responsables  	*☑ Part des entités du Groupe ayant formalisé une politique achats responsables (en %)	Groupe [CDC - CDC B - BPI - CDCH - CDA - Icade - ICDC - LP - SCET - SFIL - SF - Transdev]	7/13	8/14	7/10	9/12	100% des entités avec un dispositif formalisé dès que possible	Les trois quarts d'entre elles ont formalisé un dispositif d'achats responsables. Pour le reste des entités, des bonnes pratiques sont mises en place quoique non formalisées dans un document. CDC Biodiversité et la Société Forestière (qui dispose par ailleurs de sa propre charte Achats Responsables) intègrent par ailleurs le groupement d'achat constitué autour de la Caisse des Dépôts, alignant ainsi leurs exigences avec celles de l'Établissement public.
		CDC	0,90	0,60	0,61	1,45		
		Montant des achats auprès des entreprises du secteur protégé et adapté (en M€)	Groupe [CDC - CDCH - SF - Icade - BPI - Transdev - LP] (hors Transdev et LP)	2,02	18,58	23,29		
 Déployer une culture de l'ESG								
Formation et sensibilisation à la RSE et aux ODD 	Part des entités ayant déployé un dispositif de sensibilisation aux ODD/à la RSE (en %)	Groupe [CDC B - BPI - CDA - CDC H - Icade - ICDC - SCET - SF - Transdev - DRH - LP - SFIL]	38 %	79 %	83 %	83%	100% d'ici à fin 2022 réalisé 2023 : 83%	La plupart des entités du Groupe mènent des actions de sensibilisation et/ou de formation aux enjeux du développement durable. Il peut s'agir de formations spécifiques aux métiers ou de dispositifs transversaux à travers l'organisation de manifestations et de campagnes de communication multisupport. Sont comptabilisées dans cet indicateur les entités du Groupe ayant mis en place un dispositif de sensibilisation / formation transversale sur les sujets RSE / ODD ciblant a minima l'ensemble des collaborateurs de la filiale de premier rang. La valeur 2022 est calculé en pourcentage pondéré par rapport au nombre de collaborateurs de chaque filiale.
		CDC [GDA - GPS - I BdT]	ND	ND	95%	90%		
Critères ESG dans la rémunération 	Part des entités intégrant des objectifs DD/RSE individuels et/ou collectifs dans la rémunération (en %)		ND	9/14			La plupart des entités disposent de dispositifs incitatifs pour l'intégration des critères ESG au niveau des dirigeants, des gérants et/ou de l'ensemble des collaborateurs. En particulier, la CDC intègre des critères ESG dans le calcul de l'intéressement de l'ensemble de ses collaborateurs.	
		- dans la rémunération individuelle des collaborateurs	Groupe [CDC - SFIL - CDCB - BPI - CDA - CDCH - Icade - ICDC - SCET - SF - Transdev - LP]	-	ND	5/12		9/12
		- dans la rémunération des dirigeants		-	ND	7/12		8/12
		- dans le calcul de l'intéressement		-	ND	2/12		9/12



Précisions méthodologiques

Émissions de gaz à effet de serre (GES)^o

Le groupe Caisse des Dépôts est constitué de l'Établissement public et de diverses entités filiales, dans lesquelles la Caisse des Dépôts exerce un contrôle financier et parfois opérationnel, conjoint avec l'État dans le cas de Bpifrance. Les émissions opérationnelles des filiales sont alors prises à 100 % dans la consolidation des émissions opérationnelles du Groupe.

Lorsque la Caisse des Dépôts détient du capital mais n'exerce pas de contrôle financier ou opérationnel, les émissions des participations correspondantes sont alors considérées comme des émissions financées par l'Établissement public et comptabilisées au prorata de la détention du capital.

La méthode globale de consolidation est représentée par le tableau suivant :

Nature des entités	Entités	Type de contrôle	Périmètre de consolidation	Intégration des émissions
Entité mère	Caisse des Dépôts	Opérationnel	Émissions opérationnelles	100 % dans émissions opérationnelles
			Émissions financées	100 % dans émissions financées
Filiale opératrice industrielle et financière	Groupe La Poste	Financier	Émissions opérationnelles	100 % dans émissions opérationnelles
			Émissions financées	100 % dans émissions financées
Filiales financières	Bpifrance, Sfil, CDC Croissance, CDC Invest Immobilier	Financier	Émissions opérationnelles	100 % dans émissions opérationnelles
			Émissions financées	100 % dans émissions financées
Filiales opératrices industrielles ou de service	Transdev, Compagnie des Alpes, Icade, CDC Habitat, SCET*, CDC Biodiversité, Société Forestière	Financier ou opérationnel	Émissions opérationnelles	100 % dans émissions opérationnelles
			Émissions financées	Au prorata du capital détenu dans émissions financées
Participations stratégiques	Grtgaz, RTE, CNR, Egis, Euronext...	Non contrôlées	Émissions opérationnelles	Au prorata du capital détenu dans émissions financées

* En 2023, les émissions de SCET ne sont pas disponibles

Empreinte carbone opérationnelle du Groupe

Le bilan de gaz à effet de serre du groupe Caisse des Dépôts recense les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement interne et aux activités (hors émissions induites par les financements et les investissements), sur les trois scopes définis par les standards internationaux et pour les six gaz à effet de serre suivants : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), oxyde de diazote (N₂O), hexafluorure de soufre (SF₆), hydrofluorocarbures (HFC) et perfluorocarbures (PFC).

Les entités contributrices doivent renseigner leurs émissions poste par poste, selon le cadre de la méthode GHG Protocol.

Les émissions évitées, séquestrées, compensées ou stockées ne peuvent venir en soustraction des quantités de gaz à effet de serre émises par l'entité et doivent faire l'objet d'une remontée séparée. À noter que les séquestrations opérées en propres par la Caisse des Dépôts via la Société Forestière sont collectées via l'indicateur « Tonnes de CO₂ séquestrées sur le patrimoine Caisse des Dépôts ».

Pour prendre en compte la forte hétérogénéité du niveau de maîtrise des postes sur le scope 3 entre les entités du Groupe et éviter les effets déformants associés dans le poids relatif des entités dans le résultat final, sont consolidés dans un scope 3 dit « pilotable », les postes disponibles les plus significatifs et sur lesquels les entités disposent d'un contrôle opérationnel.

Emissions opérationnelles pilotables

Les émissions opérationnelles pilotables correspondent à l'intégralité des émissions du scope 1 et 2, et émissions du scope 3 sur lesquelles les entités disposent d'un suivi et d'un contrôle opérationnel. Ceci exclut par exemple le poste de scope 3 « Transport de marchandises aval et distribution » ou bien encore les émissions de « immobilisation de biens ». En 2023, les données disponibles pour le Groupe La Poste ont fortement évoluées. Pour conserver une comparabilité, le choix méthodologique a été fait de conserver le périmètre pilotable 2022. L'année prochaine, le périmètre pilotable devrait cependant fortement évoluer pour intégrer cette évolution. Dans le futur, la notion de pilotable disparaîtra progressivement compte tenu d'une amélioration de la qualité et de l'exhaustivité des données issue des entités.

Part des émissions de gaz à effet de serre opérationnelles couverts par une cible de réduction alignée avec les objectifs de l'Accord de Paris

L'indicateur « part des émissions de gaz à effet de serre opérationnelles couvertes par une cible de réduction alignée avec les objectifs de l'Accord de Paris » est calculé au niveau Groupe de la manière suivante :

- numérateur : somme sur toutes les entités consolidées des émissions de l'exercice (scopes 1, 2 et 3 pilotable) pour lesquelles une cible de réduction compatible avec l'Accord de Paris (2 °C ou moins) a été fixée ;
- dénominateur : émissions consolidées à l'échelle du Groupe sur les scopes 1, 2 et 3 pilotable. Les cibles prises en compte sont progressivement en cours de mise à jour pour être alignées sur des scénarios 1,5°C

Part des investissements et financements alignés avec les objectifs de l'Accord de Paris

L'indicateur concerne la part des financements et investissements, en valeur bilan au 31 décembre respectant l'un des trois critères suivants :

Critère	Exemple
Être fléché sur des actifs verts ou alignés par définition, notamment dans le cadre du financement de la transition écologique ou respectant les critères de la taxonomie européenne.	Encours de prêts finançant des projets d'énergies renouvelables, montants investis dans des green bonds.
Relever de contreparties qui se sont elles-mêmes fixé des cibles de décarbonation alignées avec l'Accord de Paris (i. e. avec un scénario 2 °C ou moins) et, lorsque cela est possible, validée par un tiers.	Montants investis en titres de sociétés engagées dans une démarche SBTi avec des cibles validées. Montants investis en obligations souveraines d'une liste d'États membres de l'Union européenne (+ le Royaume-Uni) dotés de stratégies nationales visant la neutralité nette carbone d'ici à 2050 au plus tard.
Relever d'un portefeuille pour lequel une cible de décarbonation alignée avec l'Accord de Paris (i. e. avec un scénario 2 °C ou moins) est fixée selon une méthodologie reconnue, et, lorsque cela est possible, validée par un tiers.	Montants investis en actions et obligations cotées couvertes par les cibles de décarbonation validées par le comité scientifique de la NZAOA.

Chaque entité ou métier financier contribuant à l'indicateur, définit les classes d'actifs et/ou portefeuilles qui composent l'assiette de 100 % entrant dans le calcul de l'indicateur avec l'objectif que cette assiette soit la plus large possible. Un actif ne peut être compté qu'au titre d'un seul critère. L'indicateur s'entend en « valeur bilan », c'est-à-dire en engagement financier effectivement réalisé/décaissé.

$$\text{Indicateur} = \frac{\sum_{e \in (GDA, BDT, GPS)} \text{Encours } VB_e^{\text{Actifs alignés}} + \text{Encours } VB_e^{\text{Ptf alignés}} + \text{Encours } VB_e^{\text{Contreparties alignées}}}{\sum_{e \in (GDA, BDT, GPS)} \text{Encours totaux } VB_e}$$

Avec :

$Encours \text{ } VB_e^{\text{Actifs alignés}}$	Valeur des financements et investissements de l'entité dont les sous-jacents physiques sont « verts » ou alignés par définition
$Encours \text{ } VB_e^{\text{Ptf alignés}}$	Valeur des portefeuilles d'actifs de l'entité pour lesquels une cible de décarbonation est fixée
$Encours \text{ } VB_e^{\text{Contreparties alignées}}$	Valeur des financements et investissements de l'entité dont les contreparties se sont fixé des cibles de décarbonation
$Encours \text{ totaux } VB_e$	Valeur totale des financements et investissements de l'entité financière analysés pour le calcul de l'indicateur

Empreinte carbone des portefeuilles des gestions d'actifs

L'empreinte carbone d'une ligne en portefeuille est égale aux émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise à fin d'année N-1 multipliées par la détention en capital à fin d'année N pour les actions. Pour les obligations,

les émissions sont multipliées par la détention dans la dette totale de la société. Pour ce portefeuille, la somme de ces émissions pondérées est rapportée aux montants investis, en valeur bilan (VB).

Empreinte carbone du Portefeuille « Actions »

Absolue (en tCO2e) :

$$\sum_{i \in \text{Ptf Actions}} \text{Empreinte carbone absolue}_{\text{titre } i}$$

Empreinte carbone absolue d'un titre (en tCO2e) = Emission carbone de la société * % de détention de la CDC dans le capital de la société

Le pourcentage de détention prend en compte les différentes places de cotation et classes d'actions en circulation, et est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre de titres détenus}}{\text{Nombre total de titres en circulation}}$$

Réduction de l'intensité carbone des portefeuilles -actions, obligations, immobilier

Relative (tCO2e/1 M€ investi) :

$$\frac{\sum_{i \in \text{Ptf Actions}} \text{Empreinte carbone absolue}_{\text{titre } i}}{VB \text{ Ptf Actions}} * 1e6$$

Empreinte carbone du Portefeuille « Crédit »

• Absolue (en tCO2e) :

$$\sum_{i \in \text{Ptf Crédit}} \text{Empreinte carbone absolue}_{\text{titre } i}$$

Empreinte carbone absolue d'un titre (en tCO2e) = Emission carbone de la société * % de dette détenue par la CDC dans la dette totale de la société

La part de dette détenue est calculée comme suit :

$$\frac{\text{Dette détenue par la CDC}}{\text{Dette totale émise par la société}}$$

• Relative (tCO2e/1 M€ investi) :

$$\frac{\sum_{i \in \text{Ptf Crédit}} \text{Empreinte carbone absolue}_{\text{titre } i}}{VB \text{ Ptf Crédit}} * 1e6$$

Ajustement de couverture

Dans le cas où la donnée d'émissions de gaz à effet de serre ne serait pas disponible sur une ou plusieurs sociétés, les résultats obtenus sont recalculés afin d'aboutir à une empreinte carbone portant sur 100% du portefeuille (en valeur bilan). Les calculs sont les suivants :

$$\frac{\text{Empreinte Absolue}}{(1 - \% \text{ du } ptf \text{ non couvert})} = \text{Empreinte Absolue ajustée}$$

$$\frac{\text{Empreinte Absolue ajustée}}{\text{Valeur bilan du portefeuille}} = \text{Empreinte Relative ajustée}$$

NB : Concernant les Gestions d'actifs (GDA), l'empreinte carbone des portefeuilles financiers est calculée en prenant en compte les émissions directes et indirectes liées aux consommations énergétiques nécessaires à la fabrication du produit (scopes 1 et 2). La donnée carbone (scopes 1 + 2) la plus récente est privilégiée, ensuite l'ordre de priorité suivant s'applique CDP (Carbon Disclosure Project) > Bloomberg > MSCI ou l'émetteur directement. Le périmètre de calcul de l'empreinte carbone couvre pour l'instant 100 % des encours sur les actions cotées, 100 % de l'immobilier en direct et 100 % des obligations corporate cotées (y compris obligations financières et hors ABS). Des travaux de simulation sur les trajectoires de la dette souveraine ont été menés qui représente une très grande partie des encours de GDA mais ce chiffre manquant de fiabilité, il n'a pas été publié.

Analyse ESG

Part des sociétés en portefeuille ayant fait l'objet d'une analyse ESG

Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision)

Part des flux de prêts faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision)

Les entités consolidées dans le calcul de la part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG sont les suivantes : Établissement public (Gestions d'actifs, Bpifrance et La Banque Postale Asset Management).

Action	Définition
Analyse ESG	Application d'une approche ESG sur l'investissement / le financement considéré selon une procédure interne lui permettant de minimiser le risque ESG de l'investissement/ du financement. En fonction des cas, cette analyse peut se baser sur le respect d'une politique d'exclusion jusqu'à une analyse détaillée basée sur des outils internes ou sur des notations extra-financières issues d'agences reconnues.

Pour chaque entité considérée, on calcule la somme des encours en valeur de marché (VM) des émetteurs en portefeuille faisant l'objet d'une analyse ESG.

$$\text{Encours Analyse } ESG_e = \sum_{\substack{\text{émetteurs } i \in \\ \text{analyse ESG}}} \text{Encours } VM_i$$

On rapporte ensuite cette exposition à l'encours total en valeur de marché de l'ensemble des portefeuilles de l'entité considérée

$$\% \text{ Analyse } ESG_e = \frac{\text{Encours Analyse } ESG_e}{\text{Encours totaux } VM_e}$$

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des entités entrant dans le périmètre, on obtient alors :

$$\% \text{ Analyse } ESG_{\text{Art.29 LEC}} = \frac{\sum_{e \in \{\text{périmètre groupe}\}} \text{Encours Analyse } ESG_e}{\sum_{e \in \{\text{périmètre groupe}\}} \text{Encours totaux } VM_e}$$

En ce qui concerne la part des encours d'investissement ayant fait l'objet d'une analyse ESG (prise de décision et suivi) de BDT DI, il n'est pas possible d'obtenir cet indicateur consolidé. En effet, la part des encours d'investissement ayant fait l'objet d'une analyse ESG prise de décision, et de suivi, renvoie à deux périmètres bien distincts. Sur la prise de décision, les encours incluent les montants engagés durant l'année, tandis que ceux du suivi ESG incluent les montants décaissés. Il n'est pas possible d'additionner ces deux périmètres sans risque de double comptage. Entre-autre, un projet engagé sur l'année 2023 peut avoir une partie décaissée sur la même année. C'est pourquoi BDT DI, sur l'exercice 2023, BDT DI a été exclu du périmètre de consolidation.

Remarque : En revanche, les indicateurs déclinant les parts des encours d'investissements ou des financements faisant l'objet d'une analyse ESG lors de la prise de décision ou du suivi, sont calculés selon la même méthodologie et ont inclus BDT DI dans le périmètre de consolidation.

Dialogue actionnarial

Les entités consolidées dans le calcul de la part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG sont les suivantes : Établissement public (Gestions d'actifs, Banque des Territoires et Gestion des participations stratégiques), Bpifrance et La Banque Postale Asset Management.

Action	Définition
Dialogue	Interaction initiée par un investisseur afin d'améliorer les pratiques en matière d'ESG de l'émetteur actuel ou prospectif

Exposition aux énergies fossiles

Exposition aux entreprises actives dans les fossiles comptabilisées à 100% de leur activité

Indicateur calculé sur l'intégralité des portefeuilles en valeur bilan.

Cet indicateur ne couvre pas uniquement l'exposition aux producteurs de pétrole et gaz mais l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur upstream, midstream, downstream : services de collectivités (utilities), services de réseau, transport et d'équipement liés. L'indicateur est présenté selon une jointure entre des données de sectorisation et des données de revenus fossiles, venant respectivement de deux prestataires de données.

Pour chaque entité considérée, est calculée la somme des encours en valeur bilan (VB) des entreprises en portefeuille actives dans les fossiles.

$$Expo Fossiles 100\%_e = \sum_{\substack{\text{entreprise } i \in \\ \text{sect. fossile}}} Encours VB_i$$

On rapporte ensuite cette exposition à l'encours total en valeur bilan de l'ensemble des portefeuilles de l'entité considérée.

$$\% Expo Fossiles 100\%_e = \frac{Expo Fossiles 100\%_e}{Encours totaux VB_e}$$

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des entités entrant dans le périmètre Article 29 LEC, on obtient alors :

$$\begin{aligned} \% Expo Fossiles 100\%_{Art.29 LEC} \\ = \frac{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Expo Fossiles 100\%_e}{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Encours totaux VB_e} \end{aligned}$$

Pour chaque entité e considérée, on calcule la somme des encours en valeur bilan (VB) des entreprises en portefeuille ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG.

$$Encours Dialogue ESG_e = \sum_{\substack{\text{entreprise } i \in \\ \text{dialogue ESG}}} Encours VB_i$$

On rapporte ensuite cette exposition à l'encours total en valeur bilan de l'ensemble des portefeuilles de l'entité considérée entrant dans le périmètre du dialogue actionnarial.

$$\% Dialogue ESG_e = \frac{Encours Dialogue ESG_e}{Encours Périmètre Dialogue VB_e}$$

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des entités entrant dans le périmètre, on obtient alors :

$$\begin{aligned} \% Dialogue ESG_{Art.29 LEC} \\ = \frac{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Encours Dialogue ESG_e}{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Encours Périmètre Dialogue VB_e} \end{aligned}$$

Exposition au charbon thermique

L'indicateur représente la part des investissements de ces entités dans des entreprises impliquées dans le charbon thermique selon le(s) prestataire(s) de données retenu(s), et d'entreprises ajoutées manuellement pour combler certaines données manquantes du prestataire. Les investissements en valeur bilan sont pondérés par le pourcentage du chiffre d'affaires que le charbon thermique représente dans le chiffre d'affaires total de l'entreprise.

Pour chaque entité e considérée, on calcule la somme des encours en valeur bilan des entreprises en portefeuille actives dans les fossiles, pondéré par leur % de chiffre d'affaires générés les énergies fossiles.

$$Expo Charbon_e = \sum_{\text{entreprise } i} Encours VB_i \times \% CA Charbon_i$$

On rapporte ensuite cette exposition à l'encours total en valeur bilan de l'ensemble des portefeuilles de l'entité considérée .

$$\% Expo Charbon_e = \frac{Expo Charbon_e}{Encours totaux VB_e}$$

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des entités entrant dans le périmètre Article 29 LEC, on obtient alors :

$$\begin{aligned} \% Expo Charbon_{Art.29 LEC} \\ = \frac{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Expo Charbon_e}{\sum_{e \in (\text{périmètre groupe})} Encours totaux VB_e} \end{aligned}$$

Transformation écologique (flux TE)

Financement en faveur de la transformation écologique (flux TE)

Cet indicateur traduit la contribution du Groupe au financement de la transition écologique et énergétique (mobilisation de financements et d'investissements) selon des principes définis au niveau au niveau Groupe indiquant quels secteurs peuvent être comptabilisés. Les principaux postes des flux TE recouvrent les secteurs et thèmes suivants :

Énergies renouvelables	Investissements et financements alloués aux énergies dérivées de processus naturels en perpétuel renouvellement, notamment celles d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique ou végétale (bois, biocarburants, etc.). Cela comprend la production d'électricité et de chaleur solaire, éolienne, hydraulique, marine, géothermique, la cogénération d'électricité et de gaz à partir de biomasse agricole et forestière, la production de biogaz et biocarburant, le transport et la distribution d'énergie renouvelable ou bas carbone, la production, le transport et le stockage d'hydrogène renouvelable, la production de chaleur et de froid à partir de chaleur fatale, les réseaux de chaleur et de froid alimentés à 65 % par de l'énergie renouvelable, les pompes à chaleur et le stockage d'énergie renouvelable et bas carbone.
Constructions exemplaires	Investissements et financements dédiés à la construction de bâtiments allant au-delà de la réglementation thermique en vigueur à la date du permis de construire, tel qu'attesté par la présence d'un label ou d'une certification
Rénovation énergétique des bâtiments	Investissements et financements alloués à la rénovation de bâtiments incluant une amélioration énergétique significative.
Transports bas carbone	Investissements et financements dédiés aux infrastructures et services de transports de voyageurs et de marchandises bas carbone. Pour les transports de voyageurs, cela comprend les infrastructures et services de transport en commun, notamment urbains, ou d'intermodalité, de transport ferroviaire, bornes de recharge électriques ou d'avitaillement en gaz ou hydrogène bas carbone.

	<p>Pour les infrastructures et services de mobilité douce ou active, cela inclut par exemple les pistes cyclables, etc. Pour les transports de marchandises, sont intégrés les infrastructures de logistique bas carbone, notamment ferroviaire ou fluviale, les bornes de recharge électriques ou d'avitaillement en gaz ou hydrogène bas carbone. Pour les services de transport ferroviaire ou fluvial, sont inclus ceux utilisant des carburants bas carbone, ou la mobilité active (vélo-cargo, etc.).</p> <p>Véhicules bas carbone (hybride ou électrique).</p>
Industries (dont Green Tech)	Investissements et financements alloués à l'accompagnement à la décarbonisation des industries et à l'accompagnement des green tech.
Actifs verts non répartis sectoriellement	Cela inclut en particulier les investissements dans des <i>green bonds</i> pour lesquels le secteur n'a pas pu être identifié ou les fonds labellisés ou fonds climat.
Biodiversité	Investissements et financements qui améliorent la santé des écosystèmes, réduisent les pressions qu'ils subissent et/ou soutiennent les services qu'ils rendent (dont forêts).
Eau	Investissements et financements dédiés aux réseaux d'eau (potable et épuration), à la réduction des besoins en eau ou encore au recyclage des eaux usées.
Économie circulaire	Investissements et financements qui contribuent à réduire les besoins en ressources naturelles, et à circulariser l'économie notamment par le prolongement de la vie des produits et infrastructures ou encore par leur recyclage.
Adaptation	Investissements et financements qui visent à réduire les risques physiques liés au changement climatique (à partir de 2023).

Pour les métiers prêteurs, les flux consolidés correspondent aux montants des prêts signés au cours de l'exercice correspondant à des offres de prêts dédiés au financement de la transformation écologique (par exemple les prêts de Bpifrance pour le financement de projets d'énergies renouvelables), dont les critères d'attribution incluent des éléments relatifs à la transformation écologique (par exemple les Écoprêts de la Banque des Territoires octroyés sur la base du critère d'efficacité énergétique).

Pour les métiers investisseurs, les flux consolidés correspondent aux montants des investissements approuvés au cours de l'exercice dans des secteurs en lien avec la transformation écologique, ou dans des actifs fléchés comme les nouveaux achats d'émissions vertes, éventuellement nets des cessions réalisées (par exemple placements immobiliers performants). Le versement effectif du prêt ou la réalisation effective des investissements sont donc postérieurs à la comptabilisation des flux.

Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement sur l'année écoulée

Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement dans l'année grâce à l'action de la CDC (flux). La rénovation thermique désigne l'ensemble des travaux du bâtiment visant à diminuer significativement la consommation énergétique du bâtiment, de celle de ses habitants ou utilisateurs. La rénovation thermique peut à la fois s'envisager sur le bâti avec des opérations d'isolation thermique et d'étanchéité du bâti. Elle peut également s'opérer au niveau de l'amélioration du remplacement des équipements techniques existants (chaudière ...) ainsi que de l'adjonction d'énergies renouvelables et les systèmes de régulation et de programmation.

Nombre d'hectares renaturées/opérées sur l'année écoulée

Nombre d'hectares sur lesquels CDC Biodiversité intervient en tant qu'opérateur dans le cadre d'une prestation en faveur de la biodiversité. Cet indicateur mesure l'ensemble des prestations de CDC Biodiversité y compris le programme Nature 2050. A noter par ailleurs que de nombreuses entités du groupe finance le programme Nature 2050 dans le cadre d'actions de compensation volontaire.

Puissance nouvelle d'énergie renouvelable financée (flux)

Nouvelles capacités de production issues de sources d'énergie renouvelable financées dans l'année grâce aux financements et aux investissements.

Sont considérées comme des sources d'énergie renouvelable : l'éolien, l'hydraulique, la géothermie, le solaire, la biomasse. Un réseau de production de chaleur ou de froid peut être considéré comme de l'énergie renouvelable dès lors qu'il est alimenté à plus de 50% par de l'énergie renouvelable. Pour la BdT DI, flux de MW nouveaux engagés dans des projets de parc éolien : projets Brownfield, prêts à construire, en développements et les investissements intermédiaires via des fonds ou autres sociétés.

Souveraineté et développement économique

Nombre de PME, TPE, ETI et structures d'ESS accompagnées (financement, investissement, garanties, accompagnement, partenariat) sur l'année écoulée

L'indicateur porte sur nombre de TPE, PME, ETI et les structures ESS soutenues financières dans l'année quelles que soient les modalités de soutien. Ceci inclut :

- pour Bpifrance : garanties, financement de moyen terme, aides à l'innovation, financements de court terme, capital investissement –(fonds directs et fonds partenaires), Assurance export et Accompagnement (via un accélérateur une initiative conseil ou université présentiel) ;
- pour le Groupe La Poste : nombre TPE, PME, ETI soutenues par l'investissement ou le financement, nombre d'associations soutenues par les achats et nombre de 'nouveaux' partenariats avec des structures de l'ESS (flux) ;
- pour GDA : le nombre de TPE, PME et ETI dans lesquelles CDC Croissance investit en France et UE ;
- pour Banque des Territoires : nombre de structures ESS financées au sein par les investissements.

L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

Méthodologie : Par entité et pour une ligne métier donnée de cette entité, une entreprise n'est comptée qu'une fois. Il peut donc y avoir des doubles comptes au niveau du Groupe.

Nombre d'entreprises soutenues (Investissements, Financements et Garanties) dans le secteur de l'industrie (flux)

Nombre d'entreprises du secteur de l'industrie soutenues chaque année par Bpifrance via l'investissement, le financement et les garanties.

De nombreux programmes de Bpifrance ciblent l'industrie : Plan batteries, Modernisation automobile, modernisation aéronautique, Territoires d'industrie, Nucléaire, Plan startups industrielles, etc.

Nombre de projets industriels soutenus par la Banque des Territoires (flux)

Nombre de projets industriels soutenus par la Banque des Territoires, y compris les projets accompagnés par le programme Territoires d'industrie.

Nombre de projets de programmes territoriaux accompagnés (ACV, PVD, Territoire d'industrie et opéré pour le PIA Territoires d'innovation-ville durable)

Nombre de projets soutenus chaque année par la Banque des Territoires dans le cadre des programmes : Action Cœur de Ville (ACV), Petites Villes de Demain (PVD); Territoires d'Industrie (concernant l'aménagement de sites industriels, l'accélération de la transition écologique et énergétique des industries, la formation aux métiers de l'industrie, et l'accompagnement des collectivités locales dans leur stratégie industrielle), Territoires d'innovation et Villes Durables (PIA).

Cohésion sociale et territoriale

Montant annuel des financements au secteur public local en France

L'indicateur correspond au montant agrégé des données issues des maquettes financières sur la base des contreparties issues du secteur public local. Le secteur public local inclut les collectivités territoriales, leurs établissements publics, leurs satellites et offices, ceci inclut donc les régions, les SEM et les EPL ou encore les hôpitaux et établissements médico sociaux publics.

Montant annuel mobilisé dans le secteur de la santé et du vieillissement (financement et investissement) sur l'année écoulée

L'indicateur correspond au montant agrégé des données issues des maquettes financières sur les secteurs « santé, public fragile » et « vieillissement ».

Santé : financement des hôpitaux, des hébergements pour personnes handicapées et des maisons de santé principalement ; et financement, investissements et garanties dans les entreprises de la santé.

Vieillesse : financement de toutes les formes d'habitats à destination du grand-âge : EHPAD, foyers d'accueil médicalisés, résidences services seniors, résidences autonomie, habitats inclusifs, hébergements visiteurs, etc.

Nombre de personnes accompagnées dans leur usage du numérique sur l'année écoulée

L'indicateur est calculé sur la base de :

- nombre de personnes accompagnées dans leur usage du numérique dans le cadre du programme France service, du dispositif "Conseillers numériques France Service", des mandats France 2030 et notamment des PIA "Territoires numériques éducatifs", "Deffinum" et des investissements directs

visant l'inclusion numérique et/ou l'usage de dispositifs numériques éducatifs (Banque des Territoires)

- nombre d'individus « exclus du numérique » accompagnés par an par le Groupe La Poste qui comprend le nombre de personnes accompagnées, formées et équipées dans leur usage du numérique par la Poste et ses partenaires (hors dispositif ci-dessus pour éviter les thématiques).

Nombre de maisons de santé, cliniques, hôpitaux et centres de soins financés (construits ou acquis) (flux)

Nombre de maisons de santé pluridisciplinaire, cliniques, hôpitaux et centres de soins construits ou acquis en France grâce à l'action de la CDC et de ses filiales, via ses investissements, financements ou refinancements.

Nombre d'établissements d'hébergement pour personnes âgées (RSS, EHPAD, EHPA) financés en France (construits ou acquis) (flux)

Nombre d'établissements d'hébergement pour personnes âgées construits ou acquis en France grâce à l'action de la CDC et de ses filiales, via ses investissements, financements ou refinancements.

Les établissements d'hébergements pour personnes âgées recouvrent les Résidences services seniors (RSS), les établissements d'hébergements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et les établissements d'hébergements pour personnes âgées (EHPA).

Nombre de profils activés sur « Mon Compte Formation » depuis le démarrage de la plateforme

Nombre de personnes (comptage unique) ayant activé leur profil sur « Mon Compte formation » depuis la création de la plateforme en 2019 (sans comptabilisation du CPF).

Nombre de personnes logées dans les logements sociaux financés (construits ou acquis) sur l'année écoulée

Nombre de personnes vivant dans les logements sociaux financés (acquis ou construits), hors opération de rénovation/réhabilitation, calculé à partir du nombre de personnes logées en multipliant le nombre de logements financés par la taille moyenne d'un foyer et par le taux d'occupation des logements sociaux. Ces données sont issues de l'INSEE, de l'Union sociale pour l'habitat et de l'Atlas du logement et des territoires

Montant annuel de financements en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) (en millions d'euros)

L'indicateur correspond au montant agrégé des investissements et financements à des contreparties /projets des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il comprend à la fois les projets urbains et les logements.

Ressources humaines

Effectifs

Sont concernés les effectifs en France et à l'international présents au 31/12, CDI et CDD, incluant le personnel rémunéré par la Caisse des Dépôts et mis à la disposition de l'entité de fonction, ainsi que les fonctionnaires et personnels détachés et en position « hors cadres » comptabilisés et rémunérés par l'entité d'accueil du Groupe.

Taux de turnover

Le taux de turnover est calculé comme suit :
Nombre total de sorties (hors pertes de marchés et fins de CDD) / Effectif moyen mensuel CDI.

Taux d'absentéisme pour maladie

Le taux d'absentéisme maladie est calculé comme suit :
Nombre de jours d'absences maladie / Nombre de jours théorique travaillés.

Taux d'emploi légal de travailleurs en situation de handicap

L'indicateur correspond à la somme des emplois directs de bénéficiaires, de contrats de prestations (en unités bénéficiaires valorisés), du nombre de stagiaires en situation de handicap divisé par les effectifs du périmètre assujéti.

Pourcentage de femmes dans les comités exécutifs

L'indicateur est considéré en prenant en compte le comité exécutif ou ou comité de direction, si l'entité ne dispose pas de comité exécutif. Il est agrégé au niveau groupe comme suit :

% de femmes au niveau d'une entité = nombre de femmes dans l'instance ÷ effectif total instance

% de femmes au niveau Groupe = moyenne des % femmes dans le comité exécutif (ou comité de direction) de l'ensemble des filiales.

Gouvernance

Part des entités du Groupe ayant une politique achats responsables

Part des entités pour lesquels un dispositif achats responsables est formalisé.

Part des entités ayant déployé un dispositif formalisé d'évaluation de la satisfaction client

Présence d'un dispositif formalisé de mesure de la satisfaction clients ayant vocation à couvrir une section représentative des clients (exemple : enquête transmise à l'ensemble des clients, sondage, échantillonnage), au moins pour les activités principales de l'entité. Des études et enquêtes réalisées ponctuellement ne sont pas prises en compte.

Taux de participation des représentants de la CDC aux CA ou assimilés des filiales et participations stratégiques

Taux de présence des administrateurs de la CDC aux conseils d'administration ou organes assimilés de ses filiales et participations stratégiques calculé sur la base de la moyenne du taux de présence des administrateurs CDC à chacun des CA de l'année pour chaque entité, puis de la moyenne des résultats entités.

NB : Un taux de présence distinct de 100% ne veut pas dire que la CDC n'est pas représentée au CA. Lorsqu'ils sont absents, les administrateurs se font en effet systématiquement représenter par un autre administrateur CDC présent. Pour les administrateurs ayant démissionné avant la clôture de l'exercice - la donnée a été calculée au prorata du temps de présence.

Nombre de contentieux contre des entités du Groupe

Nombre total de contentieux déposés à l'encontre du groupe Caisse des Dépôts ou en cours concernant :

- ses impacts sur l'environnement,
- ses impacts sur la société,
- ses impacts sur les droits de l'Homme,
- des pratiques de corruption / pots de vin
- des sujets ressources humaines (ex : litiges aux prud'hommes)
- des comportements anti-concurrentiels

Sont pris en compte dans cet indicateur tous contentieux juridiques directement déposés contre l'une ou l'autre des entités dont la direction juridique du Groupe aurait connaissance, soit a minima tous contentieux dont l'enjeu est supérieur à 10 millions d'euros ou, s'il est inférieur, significatif pour l'entité concernée en termes de montant ou d'image.

Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée

Selon la charte de déontologie du groupe Caisse des Dépôts, un dispositif d'alerte est déployé au sein de chacune des Entités du Groupe afin de permettre aux agents de signaler au responsable déontologue, de manière désintéressée et de bonne foi : un crime ou un délit, une violation grave et manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi ou du règlement ou une menace ou un préjudice grave à l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance, et toute conduite contraire aux règles et principes énoncés dans le document dédié déclinant la présente Charte, concernant des faits de corruption ou de trafic d'influence.

L'indicateur suit le nombre d'alertes reçues sur les sujets éthiques et déontologiques.

Groupe Caisse des Dépôts
56, rue de Lille
75007 Paris
T 01 58 50 00 00

 |  |  | 
caissedesdepots.fr



Ensemble, faisons grandir la France